Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6


# HAITI OBSERVATEUR

*Lè manke gid, pèp la gaye !*

*Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.*
*www.haiti-observateur.ca*
*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY 11435-6235*
*Tél. (718) 812-2820*
*haiti_observateur@yahoo.com*
*New York: $1,00*
*Partout ailleurs : 1,50 $*
*Haïti: 20 gourdes*
*Tél. (718) 812-2820*

**VOL. LI, No. 44** ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10*

***17 - 24 Novembre 2021***


RECHERCHES SUR L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

# Samir Handal arrêté à Istanbul, Turquie

## L'enquête de la DCPJ à plein en mode conspiration...

**Par Léo Joseph**

Bientôt quatre mois depuis l'ouverture de l'enquête de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) sur l'assassinat, le 7 juillet, en sa résidence, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville, du président de facto Jovenel Moïse, une des personnes accusées d'implication dans ce crime, décrétée en cavale depuis plus de trois mois, par les autorités haïtiennes, vient d'être arrêté à Istanbul (ci-devant Constantinople), la plus grande ville de la Turquie. L'aboutissement

*Samir Handal*

*Mevlüt Çavuşoğlu, ministre turc des Affaires étrangères.*

de cet événement, dont déjà se glorifie le chancelier haïtien, Claude Joseph, de son amitié avec son collègue turc, lève un peu plus le voile sur la conspiration orchestrée par les autorités gouvernementales, afin de brouiller les pistes des vrais coupables. Car seuls des conjurateurs craignant d'être découverts voudraient associer Samir Handal à ce meurtre.

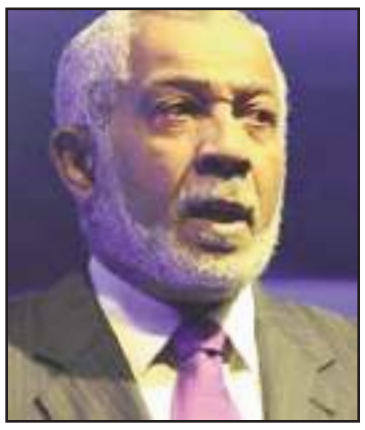
En effet, M. Handal a été mis aux arrêts par la police turque, sous les instructions du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, qui avait été, à son tour, alerté de la présence du « *fugitif* », à bord d'un vol de la ligne aérienne turque, qui par-

*Suite en page 3*

RETOUR DE L'ENVOYÉ SPÉCIAL DU PM DE FACTO AUPRÈS DE LUIS ABINADER

# Quelle mission a rempli Daniel Supplice ?

## Silence des deux côtés de la frontière haïtiano-dominicaine



*Ambassadeur Daniel Supplice*

*Le président dominicain Luis Abinader*

**Par Léo Joseph**

Il semble que la mission qui a été confiée à l'envoyé spécial du Premier ministre de facto haïtien, auprès du président dominicain, se résume en une semaine de vacance bien méritée pour l'ex-ambassadeur d'Haïti, en République dominicaine. Son séjour terminé, à Santo Domingo, Daniel Supplice est retourné au pays, sans piper mot au pays dont les cito-

*Suite en page 14*

DISCOURS MUSCLÉ D'ARIEL HENRY AUX BANDES ARMÉES

# « La mort ou la prison aux gangs »

## Peut-il se donner les moyens de sa politique ?

**Par Léo Joseph**

À peine quatre jours après que le « *général* » de l'armée des gangs fédérés, sous le nom «*G-9 en famille et alliés* » eut pris le leadership de l'État par son communiqué en huit points, et annoncé la reprise de la distribution d'essence et la paix sur toute l'étendue du territoire national, le Premier ministre de facto a trouvé son discours de chef effectif du pays. Aussi, sur un ton rassurant à tout casser, a-t-il envoyé un message clair aux criminels armés, déclarant son gouvernement décidé à mettre les criminels hors d'état de nuire.

En effet, à ce moment où l'insécurité s'affiche souverainement à tous les coins et recoins de la

*Le père Gardy Maisonneuve, Ariel Henry a succombé au chantage.*

République, le chef de la primature a cru opportun te tenir un langage ferme à ces hordes de criminels qui sèment la mort et le deuil, en sus de voler, violer et terroriser les citoyens, toutes couches sociales confondues. Il a donc crié, à gorge déployée : «*Les gangs n'ont d'autre option que la mort ou la prison* ».

M. Henry a tenu ces propos, suite à une visite à la Direction générale de la Police nationale, en vue, dit-il de « *remonter le moral des policiers et les remercier pour leurs efforts, ayant permis la reprise de la distribution du carburant dans le pays* ».

Il a également profité de l'occasion pour annoncer cette visite en ces termes : «

*Suite en page 8*

# HAPPENINGS!

## Gang-power spectacularly displayed in Haiti, as a besieged country gets a temporary respite

*Helen Meagher La Lime*

*Jimmy Chérizier, alias Barbecue, reading his November 10 communiqué.*

**By Raymond Alcide Joseph**

There's no way denying that the gangs hold Haiti hostage and decide when they can prove themselves somewhat merciful to a country besieged and running out of options, with a so-called government publicly

*Continued on page 7*

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 2



# L'actualité en bref

## Assassinat de Jovenel Moïse : Une arrestation en Turquie

L'arrestation de Samir Handal, en Turquie, le dimanche 14 novembre, domine l'actualité en ce qui a trait à Haïti, comme si ce serait le maillon clé pour résoudre le mystère entourant l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, le 7 juillet écoulé, peu après une heure du matin, heure locale, dans la chambre à coucher de sa résidence, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville.

En effet, c'est le ministre des Affaires étrangères d'Haïti, Claude Joseph, en perte de vitesse, qui a fait l'annonce en primeur dans un tweet, lundi, se félicitant de ses contacts avec les autorités turques, surtout avec son homologue de ce pays asiatique. Car, le coup de filet est dû à l'information qu'il lui avait fournie quant au déplacement de M. Handal, devant faire escale en Turquie, en route vers la Palestine.

Ceci ouvre la porte à toutes sortes de conjectures. Dire que les autorités haïtiennes avaient échoué dans leurs démarches auprès des autorités américaines, ayant voulu l'arrestation de M. Handal et son extradition en Haïti. Mais, ayant eu M. Handal sous surveillance, elles ont sauté sur l'occasion de son voyage hors des E.U. pour entrer en action. On soulignera aussi que lors de son départ d'Haïti, Samir Handal avait eu une escorte policière pour l'accompagner jusqu'à la porte de l'avion en partance pour Miami. Tout ceci indiquerait que M. Handal avait des connections un peu partout, y compris au sein de la Police Nationale (PNH) et aves des personnalités aux États-Unis. L'ex-chef de la PNH. Léon Charles, ayant repris ses fonctions d'ambassadeur auprès de l'Organisation des États Américains (OEA) en sait long.

L'affaire se complique quand on sait que M. Handal entretenait des relations privilégiées avec le défunt président. D'ailleurs, il faisait partie de la délégation de Jovenel Moïse en Turquie, trois semaines avant son assassinat, quand ce dernier démontrait, sans ambages, qu'il s'ouvrait à l'Est en vue de contrebalancer l'Ouest, surtout les États-Unis, dans des relations asymétriques. Dire aussi que le voyage en Turquie s'était réalisé deux semaines après que le président eut accepté les lettres de créances de l'ambassadeur russe ayant domicile à Caracas, la capitale de cette Vénézuela de Nicolas Maduro, ennemi juré de l'administration américaine.

Voilà que c'est en Turquie, là où Samir Handal avait facilité les démarches pour la visite du président de facto— Claude Joseph ayant fait partie de la délégation lors— qu'il se trouve emprisonné, en attendant les déroulements de ce mystère dans lequel sont impliqués tant de personnalités en Haïti et au-delà de ses frontières.

Quoi dire d'un certain Mario Antonio Palacios Palacios, militaire colombien qui, à l'instar de Samir Handal, a été arrêté à la Jamaïque, le mois dernier, pour son implication présumée dans l'assassinat de Jovenel Moïse. Il s'était évadé d'Haïti tôt après le forfait. Depuis son arrestation, on n'entendait plus parler de ce dossier, sinon que récemment, la Jamaïque l'a extradé à son pays. Ainsi, les plaintes des autorités haïtiennes ne valent pas la peine, même quand il s'agit d'un pays ami, membre de la CARICOM. Devrait-on s'attendre à ce que le cas Handal soit traité de façon similaire?

Tel que rapporté, plus d'une quarantaine de suspects, dont ceux qui assuraient la sécurité du président assassiné, sont emprisonnés à Port-au-Prince dans des conditions qu'on ignore. Certains, sans doute, sont traités en privilégiés. Sur d'autres, tel l'actuel Premier ministre de facto, pèsent des doutes quant à leur implication dans l'assassinat du chef. Toutefois, aucune lueur d'espoir ne pointe à l'horizon concernant cette enquête multiforme, dans laquelle sont impliquées des agences internationales, dont l'Interpol, le FBI américain et les services de renseignements colombiens.

On demeure avec le sentiment que, comme pour le président américain John Fitzgerald Kennedy, assassiné, à Dallas, au Texas, le 22 novembre 1963, on n'arrivera jamais à remonter la filière jusqu'à ceux qui ont ordonné et financé cet acte odieux. Quand bien même, pour se donner bonne conscience, ils sont nombreux ceux-là qui demandent « justice pour le président ».

*Gregory and Travis McMichael.*

*Kyle Rittenhouse*

*Le juge Bruce Schroeder*

***Le Numéro 2 du gang « 400 Mawozo » tué par la PNH.** Selon une information circulant sur l'internet, Mortimé, de son nom de guerre Gaspillage *(Gaspiyay* en créole) est mort. Dans un message posté hier, mardi 16 novembre, dans la matinée, *Juno7,* le blog en ligne, rapporte que selon un haut placé de la PNH, son cadavre a été trouvé le dimanche, 14 novembre, à Pérard/Latremblay 12.

Telle qu'annoncé dans la rubrique créole GRENN PWONMENNEN, en page 6, il y a eu un accrochage vendredi soir, 12 novembre, entre la Police et des membres du gang *« 400 Mawozo »* au cours duquel certains des bandits avaient pu s'échapper et que d'autres ont été atteint par les projectiles des policiers. L'on disait que même *Lanmò Sanjou,* de son vrai nom Wilson Joseph, aurait été blessé, nouvelle qui n'a pas pu être confirmée. Selon *Juno7,* la PNH a récupéré les deux véhicules à bord desquels circulaient les bandits.

À souligner que le 16 novembre marquait le premier mois depuis le kidnapping des missionnaires, dont 16 Américains et un Canadien, y compris des enfants en bas âge, le plus jeune n'ayant que huis mois, maintenant neuf. L'on a vu Wilson Joseph, sans masque, dans une vidéo, exigeant dix-sept millions de dollars US (17 000 000.00 $) pour leur libération.

Vu d'autres développements dans le dossier des gangs, on se demande à quoi s'attendre dans les prochains jours. Tel que rapporté ailleurs, et traité dans les éditoriaux de cette édition, Jimmy Chérizier, dit Barbecue, se comporte comme chef d'état, ordonnant une solution à la pénurie du carburant qui affectait toutes les activités au pays. Moins de 24 heures après son intervention, faisant la une sur les réseaux sociaux, ces ordres concernant le carburant ont été exécutés à la lettre. Alors, on attend le volet humain de ses ordres : « *Le kidnapping, le vol, le viol et les assassinats doivent cesser* ».

Cela suffira-t-il pour absoudre tous les crimes des gangs armés qui seront automatiquement accueillis comme des citoyens à part entière. Ou bien la nouvelle campagne contre ces malfrats ayant causé tant de torts à la nation ne devrait-elle pas s'intensifier, jusqu'à obtenir la paix réelle, qui permettra d'entreprendre les changements structurels visant une nouvelle Haïti?

***La pandémie COVID-19 remonte en flèche aux États-Unis.** Le nombre de nouveaux infectés au coronavirus est de 83 mille (83 000) chaque jour, une augmentation de 14%, selon les statistiques officielles. Et plus de la moitié des 50 états de l'Union connaissent une hausse d'infection.

Entre temps, la compagnie Pfizer s'attend à obtenir, d'ici vendredi, 19 novembre, l'autorisation de l'agence fédérale approuvant une troisième dose du vaccin, dit de « booster », pour tout adulte âgé de 18 ans ou plus.

Avec l'hiver qui s'annonce dans les pays du nord, nos congénères habitant ces pays doivent se faire inoculer en urgence. Et pour les fêtes de fin d'année, à commencer par le Thanksgiving, le 25 novembre, quand il y aura rencontres de famille, on doit se prémunir, exigeant l'inoculation de tout le monde.

Pour ceux, à New York, qui comptent faire se trouver parmi la foule de festivaliers au Times Square, la veille de l'an, pour accueillir l'an 2022, il faudra le document certifiant qu'on est inoculé afin d'avoir accès à la fête, publique et gratuite soit elle.

**Deux jugements à retenir l'attention aux E.U. dans le Wisconsin et en Géorgie**

Hier, mardi 16 novembre, le jury dans le cas Kyle Rittenhouse n'a pas annoncé de ver-

*Suite en page 12*

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 3



RECHERCHES SUR L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

# Samir Handal arrêté à Istanbul, Turquie

## L'enquête de la DCPJ à plein en mode conspiration...

*Suite de la page 1*

tait de Miami, apparemment par Claude Moïse, le chancelier haïtien. Car une requête avait été déposée auprès de l'Interpol (Police internationale) concernant « *le fugitif Samir Handal* ».

Samir Handal, 64 ans, cardiaque, était l'objet d'un mandat d'amener qui avait été lancé contre lui par l'ex-commissaire du gouvernement Bed-Ford Claude qui visait aussi l'ex-sénateur et ancien ministre de la Justice Paul Denis et Liné Balthazar, président du PHTK. Ainsi que les pasteurs, Gérald Bataille et Gérard Forges. M. Handal, qui avait pu quitter Port-au-Prince, s'était rendu à Miami, en Floride, où il vit avec sa femme, née Mirna Hasboun, dont la mère est Jeannette Izméry, sœur du défunt homme d'affaires Antoine Izméry, lui-même victime d'un assassinat crapuleux imputé aux militaires, qui s'étaient emparés du pouvoir, après avoir orchestré un coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide, en septembre 1991.

L'intéressé, qui ne jouit pas de bonne santé (au moins une crise cardiaque), se rendait au chevet de sa mère, en Palestine, en transit à Jordanie, à bord d'un vol de la « *Turkish Airlines* », avec escale en Turquie. D'Aman, il comptait se transporter par terre jusqu'en Israël, de là pour se rendre à Bethlehem, en Palestine, souhaitant arriver à destination avant que sa mère ne rende l'âme avant son arrivée.

### Infructueuse tentative d'extradition des États-Unis

Bien que les autorités haïtiennes fassent croire que la DCPJ mène l'enquête sur l'assassinat du président de facto, en collaboration avec le « *Bureau of Federal Investigation* » (FBI) américain, il semble qu'elles aient leur propre programme secret. La manière dont la DCPJ oriente son enquête, notamment les personnes accusées d'implication dans le crime, dont certaines d'entre elles, rien que pour avoir eu des relations d'affaires avec d'autres accusés ne peut que faire sourciller toute personne lucide. C'est, tout au moins, le cas de Handal, surtout quand les autorités font état de l'arrestation du Dr/pasteur Christian Emmanuel Sanon dans sa maison, sans donner les conditions qui l'y avaient placé.

Convoqué au Parquet, pour interrogatoire, il semble que la défenseuse de Handal, l'avocate Sybille Théard Mevs, lui ait conseillé de ne pas se présenter. Contrairement aux informations colportées sur les réseaux sociaux, il a été conduit à

*Christian Emmanuel Sanon*

l'Aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince par un ami pour qu'il prenne un vol à destination de Miami.

Mis au courant de l'arrivée de M. Handal, à la métropole floridienne, les dirigeants d'Haïti — il semble qu'à ce niveau, le ministre Joseph soit chargé du dossier — aient informé les Américains de la présence de ce « *fugitif* » sur leur territoire, sollicitant son extradition.

Des sources au courant du dossier ont indiqué que les agents du FBI ont mené une enquête approfondie sur Samir Handal, qui a été soumis à une longue séance interrogatoire, avant de conclure à son innocence, dans l'assassinat de Jovenel Moïse.

Mme Handal a révélé à *H-O* que les agents du FBI avaient visité leur maison, avant de les inviter à leur bureau, à Sunrise, pour un interrogatoire en bonne et due forme, en présence de leur avocat. À la suite de cette rencontre, ils devaient s'entendre dire qu'aucun soupçon ne pèse sur M. Handal. En privé, leur défenseur leur a dit qu'ils n'ont rien à craindre Aussi la requête relative à l'expulsion de celui-ci sur Haïti, qu'avait faite les autorités haïtiennes, a-t-elle été tout bonnement écartée.

Or, bien que les représentants haïtiens aient orchestré un tintamarre autour du dossier concernant l'assassinat de M. Moïse, surtout en ce qui concerne les personnes accusées et arrêtées, y compris Samir Handal, ils n'ont jamais pipé mot sur le traitement du dossier par le FBI et sa réponse à la demande d'extradition qui avait été faite au sujet de ce dernier.

Voilà pourquoi d'aucuns se demandent pourquoi les agents fédéraux (FBI) soi-disant impliqués également dans l'enquête et sachant que le « *fugitif* » séjourne à Miami, aucune procédure d'extradition n'a été entamée à son encontre.

En effet, selon des proches de Handal, il avait acheté la maison de l'ambassade du Brésil, à Bourdon (Port-au-Prince), qui a été réaménagée, lui permettant de construire d'autres immeubles sur la propriété. Économe, dit-on, il avait réuni assez d'argent pour faire l'acquisition d'autres maisons qui sont mises en location, ayant décidé d'arrêter toutes activités commerciales, de vendre le magasin de sa femme pour que les deux puissent s'établir à Miami, en Floride, Mme Handal ne jouissant pas de bonne santé. Les Handal ont loué leurs maisons en Haïti afin d'avoir suffisamment de revenus pour vivre de leurs rentes.

Les autorités haïtiennes connaissent bien Samir Handal, car prenant en loyer l'ancienne ambassade du Brésil, à Bourdon, devenue sa propriété, pour loger le ministère de l'Environnement. Auparavant, il avait loué cette maison à la MINUSTAH, la mission des Nations-Unis.

Selon le témoignage de Mirna Handal, alors qu'elle est née en Haïti, son mari est originaire de la Palestine. Elle l'a rencontré, à l'occasion d'une visite, en est tombée amoureuse, l'a épousé avant qu'il n'émigre à son pays natale, Haïti, en 1980. Celui-ci s'est naturalisé six ans plus tard.

Parlant de son mari, Mme Handal, née Mirna Hasboun, le décrit comme un homme « *gentil à l'extrême* », « *humble comme lui seul* », « *respectueux de tout le monde* », et qui ne s'occupe que des affaires de sa famille et des siennes. Elle ajoute que « *Samir ne fait pas de politique* », précisant que quasiment tout le personnel du ministère de l'Environnement connait bien son mari. Elle affirme, par ailleurs, que Aviol Fleurant, ancien ministre de la Planification et de la Coopération externe, connaît bien son mari et a eu de bonnes relations avec lui.

Quant à Christian Emmanuel Sanon, explique encore Mme Handal, il a pris en location de

*Aviol Fleurant*

son mari une portion de la maison familiale qu'il occupait pendant que le couple vit dans leur maison en Floride. Selon elle, Samir Handal ne mettait jamais les pieds dans la maison tout le temps que Sanon occupait l'appartement. À l'occasion de ses rares séjours en Haïti, pour affaire, il logeait chez sa fille, dit-elle.

Relayant sans doute le régime PHTKiste, il se répète, sur les réseaux sociaux, que plusieurs passeports haïtiens ont été retrouvés chez lui, lors d'une perquisition de sa maison, par la Police. Un ami de Samir Handal précise que, citoyen haïtien, il a renouvelé son document de voyage à plusieurs reprises et que, comme tout le monde, ou presque, il ne se débarrasse pas des anciens passeports. Quant aux passeports trouvés en sa possession, à Istanbul, cela s'explique par le fait que, né Palestinien, il ne peut entrer en Jordanie avec le passeport palestinien. Il a donc laissé Miami avec son passeport haïtien et s'apprêtait à produire le passeport jordanien arrivé à Aman.

Dans le communiqué concernant ce dossier, les autorités gouvernementales haïtiennes ont avisé que l'accusé Sanon a été arrêté chez Handal. À noter que tous ceux qui ont été accusés, puis arrêtés, sont placés en garde à vue prolongée, sans jamais communiquer au public l'essence des résultats de l'enquête qu'on dit en cours. Voilà pourquoi, le plus souvent, les prévenus passent des mois en détention, pour ne pas dire des années, sans être présentés devant leurs juges naturels. Dans un tel contexte, il serait tout à fait compréhensible que les avocats de M. Handal lui conseillent d'esquiver la convocation du Parquet.

### Intoxications et désinformations

Dans la mesure où, d'une manière générale, les autorités haïtiennes opèrent dans l'opacité, elles émettent rarement des communiqués précis dans des circonstances litigieuses, telle que la soi-disant enquête en cours sur l'assassinat du président de facto défunt Jovenel Moïse. Aussi, directement ou indirectement, les intoxications et les désinformations abondent-elles dans cette affaire.

En effet, sur les réseaux sociaux, on parle de Samir Handal comme étant membre des riches familles syro-libanaises impliquées dans « *le trafic de drogue, le kidnapping et autres activités illicites* ». On fait de lui un membre de la famille de Stanley Handal, un autre membre de la communauté d'immigrés d'origine arabe.

Se basant sur le fait qu'il portait le même nom que ce dernier, bien qu'il ne le connaisse ni d'Ève ni d'Adam, il est lié à l'histoire du kidnapping de Nathanaël Généus. Un employé de la Unibank, celui-ci fut enlevé le 3 août 2005, un fait qui a été rapporté, à l'époque, par Radio Kiskeya. Ce crime était perpétré, avec la complicité de l'inspecteur de Police James Bourdeau avec plusieurs policiers sous son commandement. L'information relative à cet enlèvement a été relancée sur les réseaux sociaux portant à croire que Samir Handal serait aussi coupable par association avec Stanley Handal. De toute évidence, cette stratégie vise à établir le passé criminel de Samir Handal, pour mieux le clouer au pilori et accréditer la théorie de conspiration ourdie contre lui, l'associant aux assassins de Jovenel Moïse. (Promis antérieurement, une présentation du dossier Nathanaël Généus sera présentée sous un jour nouveau).

Pour la question d'extradition de Samir Handal, par les autorités turques, on peut, à juste titre, émettre des doutes, bien que le ministre des Affaires étrangères haïtien dise entreprendre des démarches à cette fin. Selon toute vraisemblance, la manière dont les Américains ont traité le dossier, relatif à la demande de son extradition, devrait être tenue en ligne de compte. Car bien que

*Suite en page 13*

**HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE**

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 4



# La solution au problème d'Haïti passe par Washington, D.C

**Par Emmanuel Roy**

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moise, le 7 juillet dernier, Haïti a rapidement sombré dans une quasi-anarchie. Une vague croissante de violence des gangs et d'enlèvements a forcé les gens à rester derrière des portes fermées autant que possible, de peur d'être kidnappés ou tués. Le 16 octobre, 17 missionnaires, dont 16 Américains et un Canadien, ont été enlevés par le gang appelé « *400 Marozo* », l'un des plus redoutés d'Haïti. Près d'un mois plus tard, ils n'ont toujours pas été libérés, leurs ravisseurs exigeant USD17 millions $.

L'instabilité politique, qui a conduit à l'insécurité et à l'effondrement économique, n'a pas été créée uniquement par l'intransigeance et la corruption des politiciens haïtiens. Les décideurs politiques américains et d'autres acteurs internationaux (Canada, France, Brésil et Espagne) portent une grande part de responsabilité dans la crise haïtienne. Au cours des trois dernières décennies, le gouvernement américain, par le biais du CORE Group, a pratiquement dirigé Haïti, décidant qui gagne et qui perd les élections présidentielles. Les ministres du gouvernement haïtien doivent recevoir la bénédiction de l'ambassadeur américain en Haïti pour mettre en œuvre tout programme social à grande échelle par le biais d'un soi-disant accord avec l'USAID. Le gouvernement américain est directement responsable du chaos en Haïti, et n'a d'autre choix que d'aider à résoudre le problème qu'il a créé.

Rien dans l'histoire des relations haïtiano-étasuniennes ne reflète une véritable intention américaine de favoriser une démocratie véritable et stable en Haïti. Un bref examen de l'histoire récente viendrait étayer cette affirmation. Je commencerai par les événements de 1990. Cette année-là, le peuple haïtien a élu Jean- Bertrand Aristide à la présidence avec près de 70 % des voix. Celui-ci était le premier président d'Haïti élu librement et démocratiquement. Partisan de la théologie de libération, Aristide n'était pas le choix des États-Unis. Marc Bazin, un ancien bureaucrate de la Banque mondiale, chouchou des États-Unis, était le candidat favori, mais le peuple a choisi Aristide.

Sept mois après la prestation de serment d'Aristide, le Département d'État et la classe marchande haïtienne ont orchestré un coup d'État qui l'a envoyé en exil pendant trois ans.

En 1994, le président Bill Clinton, avec la collaboration du défunt général américain Colin L. Powell et du président Jimmy Carter, a négocié le retour d'Aristide avec le chef de l'Armée haïtienne de l'époque, Raoul Cédras, à condition qu'Aristide renonce aux droits de douane sur les produits importés, en particulier le riz américain. Ce qui a entraîné la destruction de la production rizière d'Haïti. Mais Aristide est resté en poste jusqu'à la fin de son mandat, en 1996.

En 2001, le peuple d'Haïti a élu Aristide pour la deuxième fois. Trois ans plus tard, la CIA, avec la bénédiction du président George W. Bush, a utilisé Guy Philipe, un ancien officier des Forces armées d'Haïti, pour exercer des pressions sur Aristide. Contrairement à l'idée de « *kidnapping* » accréditée par ses partisans, il a signé sa lettre de démission avant de s'en fuir en l'exil, d'abord, en République centrafricaine, puis en Jamaïque, avant d'élire domicile en Afrique du Sud. Il est retourné en Haïti en 2011, après sept ans d'exil, sous la condition qu'il prenne sa retraite de la politique. Et les États-Unis n'ont pas cessé d'influencer les élections présidentielles ultérieures, continuant à choisir le gagnant et le perdant, au lieu de laisser au peuple haïtien faire le choix de ses propres dirigeants.

En 2011, le département d'État américain, sous la direction de Hillary Rodham Clinton et l'Organisation des États américains (OEA) a choisi Michel/ Michael Joseph Martelly comme président, écartant le véritable vainqueur du scrutin, Mirlande Manigat, Martelly ayant promis sa collaboration à la campagne d'appauvrissement d'Haïti et son peuple par les Clinton pour appauvrir davantage Haïti et son peuple, tout en s'enrichissant eux-mêmes et leurs acolytes. Les Clinton ont amassé une fortune en distribuant des contrats de plusieurs millions de dollars à leurs amis. Aucune explication n'a été fournie concernant les USD 13,5 milliards de dollars $ collectés pour Haïti par l'ONU et les ONG, suite au tremblement de terre du 10 janvier 2010. Le plus gros pourcentage de cette aide a disparu dans les comptes bancaires de ceux qui ont supervisé le plan de reconstruction d'Haïti. À ce jour, pas un seul bureau du gouvernement n'a été construit. Le Palais national d'Haïti est toujours logé sous une grande tente. La Croix-Rouge a collecté USD 500 millions $, mais n'a construit que trois modestes maisons en Haïti. Où sont passés ces millions ? Qu'en est-il des personnes qui se sont retrouvées sans abri, dans la foulée du séisme de 2010, qui a fait plus de 200 000 morts, et qui n'ont toujours pas de logement décent, et dont certains se retrouvent encore sous des tentes ?

Depuis la deuxième destitution d'Aristide, le pays a lentement sombré dans le chaos. Aujourd'hui, des gangs lourdement armés contrôlent, non seulement Port-au-Prince, mais aussi de larges portions du territoire. Pire encore, les États-Unis ont contribué à ce chaos par le rapatriement des milliers de réfugiés haïtiens potentiels et de criminels condamnés, dans un pays déjà confronté l'insécurité généralisée.

Certes, au cours des dix dernières années, le gouvernement américain a expulsé en Haïti plus de 20 000 personnes condamnés

*Todd D. Robinson*

pour crimes. Nombre d'entre eux étaient arrivés aux États-Unis en bas âge et y ont fait leur apprentissage du crime. Aucun doute Haïti n'est pas doté de moyens de faire face à de tels défis. Nombre de ces gangs, qui terrorisent la population et pratiquent le kidnapping contre rançon ont passé des années d'internement dans des prisons étatsuniennes peuplées de résidents les plus violents. Aussi arrivent-ils en Haïti pour se livrer uniquement à des activités criminelles, spécialités qu'ils ont acquises aux États-Unis.

Aujourd'hui encore, le ministère américain de la Justice continue de rapatrier ces criminels violents en Haïti, alimentant encore davantage l'insécurité. Il est inadmissible que les États-Unis veuillent maintenant s'en laver les mains et laisser aux seuls Haïtiens le soin de résoudre le problème. Loin de là aucune velléité de disculper les décideurs haïtiens et d'autres n'ont joué aucun rôle dans le problème. Ils en sont coupables. Mais les États-Unis ont été les principaux complices et, à ce titre, ils ont le devoir moral de sortir Haïti de cette grave situation.

La semaine dernière, un haut responsable de l'administration Biden a souligné que les États-Unis « *ont des limites quant à leur implication dans le pays* ». Voilà une déclaration est risible, si l'on considère que les États-Unis sont profondément impliqués, depuis des années, dans les affaires d'Haïti, contrôlant presque tout dans ce pays, allant du choix du président au soutien accordé à la classe des affaires, qui contrôle l'économie, par le truchement de la corruption.

« *En fin de compte, ce n'est pas la communauté internationale qui viendra au secours d'Haïti. Mais les Haïtiens eux-mêmes; les autorités haïtiennes et la Police nationale haïtienne à qui incombe la responsabilité de la sécurité du pays* ». Tels sont les propos tenus par Todd Robinson, le secrétaire d'État adjoint pour le Bureau des Affaires internationales relatives aux stupéfiants et de l'application de la loi, lors d'une visite à Port-au-Prince, et suite à une rencontré avec le Premier ministre de facto Ariel Henry.

Selon M. Robinson, le gouvernement haïtien a mis en place un groupe de travail, afin de faire face aux défis actuels, et les États-Unis sont prêts à apporter leur aide, mais ils n'assumeront pas le rôle de leadership dans la lutte contre crise sécuritaire croissante du pays. Les Américains ont pris la direction des opérations en Haïti depuis l'éviction d'Aristide, en 1990, et à nouveau en 2004. De toute évidence, la politique américaine consistant à dicter le choix du président a échoué lamentablement. La politique du gouvernement américain consistant à refouler en Haïti des criminels endurcis d'origine haïtienne ne fait qu'exacerber la crise.

Indiscutablement, depuis le début du mois d'octobre, le gouvernement d'Ariel Henry, avec une Police nationale haïtienne (PNH) dépassée, n'a pas été en mesure de livrer le carburant nécessaire à presque toutes les installations, y compris les stations-service et les hôpitaux. Les gangs, qui contrôlent l'entrée sud de la capitale, à Martissant et à Carrefour, ainsi que le secteur nord, à Cité Soleil, s'emparant des camions citernes et les détournant, déversent le carburant sur le marché noir. Les gangs sont si puissants qu'ils ont même saisi un camion-citerne alors qu'il était accompagné d'une escorte de la police. Cette situation a rendu la vie de la population presque impossible, car toutes les activités sont affectées, qu'il s'agisse des hôpitaux, des cliniques, des écoles, des banques, des transports, des compagnies de téléphone, de tout ce qui dépend de l'électricité pour fonctionner. Le pays lui-même est en train de sombrer dans le noir.

Il est trop tard pour que les Américains se lavent les mains d'Haïti. Assurément, les Haïtiens doivent trouver une solution politique à cette crise multiforme, mais cela ne résoudra pas tous les problèmes contraignants auxquels Haïti est confronté. La politique américaine des 30 dernières années, depuis la chute des Duvalier, a été conçue pour appauvrir le pays, pour maintenir Haïti dans l'instabilité politique, comme l'a rappelé Daniel Foote dans sa lettre de démission, en septembre dernier, en tant qu'envoyé spécial américain en Haïti. Cette politique doit changer. Haïti a besoin d'un plan s'étirant sur 50 ans, que chaque président élu doit suivre. Ce plan doit être créé avec l'aide de la diaspora haïtienne, l'atout le plus précieux d'Haïti, en partenariat avec la société civile en Haïti.

Entre-temps, le gouvernement américain peut contribuer à atténuer la situation sécuritaire en Haïti en prenant les mesures suivantes : Premièrement, en reconnaissant que la PNH est dépassée par les gangs lourdement armés. Bien qu'il y ait un embargo américain sur l'importation d'armes en Haïti, les membres des gangs ont pu recevoir des armes de qualité militaire, même en provenance des États-Unis.

Deuxièmement, le gouvernement américain peut fournir un soutien logistique et opérationnel à la PNH, tout en travaillant simultanément avec l'Armée haïtienne nouvellement reconstituée, afin d'augmenter sa capacité à aider la Police à mettre à avoir raison des gangs. Un contingent réduit de forces spéciales américaines peut être déployé en Haïti afin d'aider la PNH et l'Armée embryonnaire à résoudre le problème de sécurité d'Haïti en quelques mois. Le gouvernement haïtien devrait faire une telle demande immédiatement.

Email : Manny@hdpac.Org
L'auteur est le directeur exécutif du Comité d'action politique de la diaspora haïtienne (Haitian Diaspora Political Action Committee). HDPAC.Org.

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 5



# The solution to Haiti's problem runs through Washington, D.C.

**By Emmanuel Roy**

Since the assassination of President Jovenel Moise last July 7, Haiti has rapidly descended into near anarchy. A growing wave of gang violence and kidnappings has forced people to remain behind closed doors as much as possible, for fear of being kidnapped or killed. On October 16, 17 missionaries, including 16 Americans and one Canadian, were kidnapped by the *"400 Marozo"* gang, one of the most feared gangs in Haiti. Nearly a month later, they haven't been released, their captors demanding $17 million.

The political instability that led to the insecurity and the economic collapse was not only created by the intransigence and corruption of Haitian politicians. American policy makers and other international actors (Canada, France, Brazil, and Spain) bear much responsibility for the Haiti crisis. For the last three decades, the U.S. government through the CORE Group practically ran Haiti, deciding who wins and loses presidential elections. Haitian Government ministers must receive the blessing of the American Ambassador in Haiti to implement any large-scale social program through a so-called agreement with the USAID. The U.S. government bears direct responsibility for the chaos in Haiti, and has no choice but to assist in resolving the problem it has created.

Nothing in the history of relations between Haiti and the U.S. reflects genuine American intention to foster a true and stable democracy in Haiti. A short review of recent history would support my contention. I would start with events in 1990. That year, the people of Haiti elected Jean Bertrand Aristide as President with nearly 70% of the votes. Aristide was the first freely democratically elected President of Haiti. A proponent of liberation theology, Aristide was not the choice of the United States. Marc Bazin, a former World Bank bureaucrat, a darling of the U.S., was the favored candidate, but the people chose Aristide instead.

Seven months into Aristide's presidency, the State Department and Haiti's merchant class orchestrated a coup d'état sending him into exile for three years.

In 1994 President Bill Clinton with the assistance of the late American General Colin L. Powell and President Jimmy Carter negotiated Aristide's return with then Haitian Army General Raoul Cédras. An important caveat was for Aristide to forgo tariffs on imported goods, especially American rice, which resulted in destroying Haiti's rice production. Aristide served the remainder of his term leaving office in 1996.

In 2001, the people of Haiti for a second time elected Aristide. Three years into his second term, the CIA with the blessing of President George W. Bush, used Guy Phillipe a former Haitian military officer to oust Aristide from power. Aristide was kidnapped and forced into exile, going first to the Central African Republic, Jamaica and finally to South Africa. He returned to Haiti in 2011 after seven years in exile with the understanding that he will not get involved in politics. In subsequent presidential elections, the U.S. continued to select the winner and looser, rather than allow the Haitian people to choose their own leaders.

In 2011, the U.S. State Department under Hillary Rodham Clinton and the Organization of American States (OAS) chose Michel/Michael Joseph Martelly to be president, instead of the true winner of the election, Mirlande Manigat. With the understanding that Martelly would work together with the Clintons to further impoverish Haiti and its people, while enriching themselves and their acolytes. The Clintons amassed a fortune doling out multimillion dollar contracts to their friends. No explanation has been furnished for the $13.5 billion collected for Haiti by the UN and NGOs following the earthquake of 2010. Most of that aid has disappeared into the bank accounts of those who oversaw the reconstruction plan for Haiti. To this day, not one single government office has been built. Haiti's National Palace is still under a big tent. The Red Cross collected $500 million and built three modest houses in Haiti. Where have the millions gone? And most of those made homeless by 2010 earthquake that killed more than 200,000, are yet to have decent housing, with some still under tents.

Since Aristide's second removal, the country has slowly fallen into chaos. Now, heavily armed gangs control, not only Port-au-Prince, but also large swaths of the nation. Making matters worse, the U.S. has contributed to the mayhem by repatriating thousands of would-be Haitian refugees and convicted felons, to a Haiti already facing widespread insecurity.

In the last ten years, the U.S. government repatriated more than 20,000 convicted felons to Haiti. Many of them came to the United States as infants and learned their criminal trade in the United States. Haiti does not have the capacity to deal with such challenges. Many of the gang members terrorizing the population, kidnapping people for ransom had served years in some of the most violent prisons in the United States. When they get to Haiti, they have no choice but to get involved in criminal activities, their specialty learned in the United States.

To this day, the U.S. Department of Justice continues to repatriate these violent felons to Haiti, further fanning the insecurity. It is unconscionable for the U.S. now wanting to wash its hands off and leaving it to Haitians alone to fix the problem. This is not to say that Haitian government officials and others have no part in the problem. They do. But the US has been a major accomplice and as such has a moral duty to see Haiti through this morass.

Last week, a high-ranking Biden administration official said the U.S. *"has limits on how far it will get involved in the country."* This statement is laughable, considering that the U.S. has been deeply involved for years, controlling almost everything in Haiti, from selecting the president, to supporting the merchant class that controls Haiti's economy, to condoning corruption.

*"At the end of the day, it's not going to be the international community that comes to Haiti's rescue. It's going to be Haitians; it's going to be Haitian authorities and the Haitian National Police that's responsible for the security in the country."* Said Todd Robinson, the Assistant Secretary of State for the Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs during a visit to Port-au-Prince and having met the de facto Prime Minister Ariel Henry.

According to Robinson, Haiti's government has set up a task force to address the ongoing challenges, and the U.S. stands ready to assist, but will not be taking the lead on the country's growing security crisis. The Americans have been taking the lead in Haiti since the ouster of Aristide in 1990 and again in 2004. Obviously, the U.S. policy of dictating who becomes president has failed miserably. Exacerbating the situation is the American government policy of returning hard core criminals of Haitian descent to Haiti.

Since early October, the government of Ariel Henry, with an outmatched Haitian National Police (PNH), have been unable to deliver critically needed fuel to almost all facilities, including to the gas stations and places like hospitals. The gangs controlling the southern entrance to the capital in Martissant and Carrefour, as well as the northern sector in Cité Soleil, seize the fuel tanker trucks and divert them, with the fuel being sold on the black market. The gangs are so powerful, they even seized a tanker truck that was escorted by the police. This situation has made life nearly impossible for the people, as all activities get affected, whether hospitals, clinics, schools, banks, transportation, telephone companies, anything that depends on electricity to operate. The country itself is going totally dark.

It is too late for the Americans to wash their hands off Haiti. Haitians must find a political solution, but that will not address all the vexing problems that Haiti faces. American policy in the last 30 years since the fall of the Duvaliers had been designed to impoverish the land, to keep Haiti politically unstable, as echoed by Daniel Foote in his letter of resignation last September, as the American Special Envoy to Haiti. This policy must change. Haiti needs a 50-year plan that every elected president must follow. This plan must be created with the assistance of the Haitian diaspora, Haiti's most valuable asset, in partnership with civil society in Haiti.

Meanwhile, the U.S. government can help to alleviate the security situation in Haiti by doing the following: First, by acknowledging that the PNH is outgunned by the heavily armed gangs. Even though there is a U, S, arm embargo on Haiti, gang members have been able to receive military grade weapons, even from the U.S. The American government can work to shut down the illegal arms traffic.

Second, the US government can provide logistical and operational support to the PNH, while simultaneously working with the newly reconstituted Haitian Army, to raise its capacity to assist the police in routing the gangs. A small contingent of US Special Forces can be deployed to Haiti to assist the PNH and the embryonic Army solve Haiti's security problem in a matter of months. The Haitian government should make such a request immediately.

Email: Manny@hdpac.Org
The writer is the Executive Director
of the Haitian Diaspora Political Action Committee
HDPAC.Org

# Discours de Myrtha Désulmé au Conseil de sécurité

Le 15 octobre dernier, trois pays du continent africain —la Tunisie, le Niger et le Kénya — joints par St. Vincent-et-les Grenadines, de la Caraïbe, connus sous le vocable A3+1, qui siégeaient au Conseil de sécurité des Nations Unis (ONU) organisèrent une réunion formule Arria sur Haïti, intitulé « *Au-delà des vérités qui dérangent sur le développement d'Haïti, à la recherche de solutions/voies panafricines, et le soutien au dialogue et à la réconciliation* ».

Reconnaissant l'importance historique et culturelle d'Haïti, le A3+1 organisa ce rassemblement mondial afin de tirer en urgence la sonnette d'alarme sur l'implosion catastrophique d'Haïti et trouver des solutions panafricaines.

Trois des commissaires de la « Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise », composée de 13 membres, représentant plus de 400 organisations constituant l'ensemble des principaux acteurs de la société civile haïtienne, l'Ordre des avocats, les syndicats, la Fédération des églises protestantes, la Fédération des églises épiscopales, les Organisations paysannes, les Organisations féminines, les Organisations des droits humains, le secteur privé, le secteur culturel, le secteur vodou, pour ne citer que ceux-là, ont été invités à l'événement.

Myrtha Désulmé, fille de feu illustre homme d'État et industriel Thomas Désulmé, qui représente la diaspora haïtienne au sein de la Commission, était du nombre des intervenant du jour. Durant les cinq minutes qui lui étaient attribuées, elle a établi, avec éloquence, la responsabilité des Ētats-Unis, de l'ONU et de la communauté internationale en général, par rapport à la descente aux enfers d'Haïti, revendiquant le rapatriement de la souveraineté haïtienne.

Nous publions in extenso, à l'intention de nos lecteurs, la version française du discours, combien révélateur qu'a prononcé Mme Désulmé, lors de cette conférence virtuelle

*Son Excellence Madame l'Ambassadeure, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Rhonda King, merci pour l'invitation à cette réunion de formule Arria du Conseil de Sécurité sur mon pays, Haïti. Son Excellence Martin Kimani, Président et Représentant permanent du Kenya. Excellences, Mesdames et Messieurs, mes salutations à tous. Merci à l'A3+1 d'avoir convoqué cette réunion. J'adresse aussi un remerciement spécial au*

*Suite en page 12*

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 6



# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN

## Ann arivan Kafou Tenten, yo tout reveye ! Epi yo di byen fò : Rale kò n vit, kouri ! Menm kòmandan Babekyou foure bouch nan koze a !

Yo te pran pòz yo soud e menm avèg, kòmsi yo pa t tande rèl pèp la. Menm ak 2 grenn je yo byen kale, yo te vle fè n kwè yo pa t wè sa k t ap pase. Depi dè zane wi! Menm lè n t ap mete tout koze deyò chak semèn epi lòt santinèl t ap bay gwo kout klaksonn prèske chak jou, pou fè konnen nou pral tonbe nan tchoubounm! Enben sa chanje, paske yo rive nan Kafou Tenten an. Blag de kote, yo tout anonse ke apati de lendi ki sot pase a, sètadi depi 15 novanm, se youn sèl vòl k ap rantre Ayiti sot Miami, olye de 3 vòl pa jou jan sa te konn fèt.

Nan laprèmidi menm jedi 11 novanm nan, gouvènman Kanada fè menm jan ak mounn Wachintonn yo. Yo met kominike pa yo deyò, mande tout sitwayen Kanadyen kite Ayiti byen vit, amwens ke gen yo gen bon rezon pou yo

*Kamyon sitèn ap livre gazolin, aprè chef Babikyou bay otorizasyon.*

anfas reyalite a.

Se konsa nan madi semèn pase a, 9 novanm, Madan Helen Meagher La Lime, reprezantan Nasyon Zini ann Ayiti antan ke chèf òganizasyon yo rele *« Bureau intégré des Nations Unies en Haïti »* a (BINUH), pran lari pou li. Li di bagay yo pa ka kontinye konsa, se tout aktivite nan peyi a ki afekte lè gang anpeche gazolin rive nan stasyon gazolin yo. Lopital oblije ap fèmen paske pa gen kouran pou fè anyen. Bank, lekòl, transpò, anyen pa ka mache. Ale wè, menm machin dam nan ak jeneratè pou bay elektrisite lakay li lè gen blakawout, dwe an pàn. Kounnye a se pa jwèt, fòk sa sispann tousuit. Kisa ki pou sispann nan? Kesyon gang yo ki met peyi a tèt anba!

Nan jedi, 11 novanm, gouvènman ameriken an mande pou sitwayen l yo kite Ayiti osi vit ke posib, pandan gentan pou yo fè sa, paske pita ka gen pwoblèm avyon. Kivedi, menm avyon komèsyal, tankou *American Airlines, Spirit Airlines, Air France, Air Canada,* ka deside yo p ap ateri Ayiti jouk sa chanje! Nou ka konprann sa, paske menm si yo arive ateri san pwoblèm, yo ka gen difikilte jwenn gaz pou yo tounen kote yo te soti a. Akòz gang, pwodui petwòl, tankou gazolin, dizèl, pwopàn, menm gaz pou met nan ti lanp tèt gridap mounn pa ka jwenn.

Enben, depi vandredi, 11 novanm nan, *American Airlines* rete. Okontrè, Kanada gentan transfere plizyè nan anplwaye k ap travay nan anbasad yo ann Ayiti al Santo Domingo, an Repiblik Dominikèn.

Bagay ki fè m ri enpe, menm si se pa le moman pou reyaksyon konsa, se lè m wè CORE Group la, nan Pòtoprens, soti kominike pa yo nan vandredi ki sot pase a, nan dat 12 novanm, pou di jan kesyon gazolin nan twouble yo anpil. Sa pa ka kontinye, fòk sa chanje. Pèp ayisyen pa ka kontinye anba sitiyasyon sa a! Ki sitiyasyon sa a ? Gang yo k ap fè e defè, jan yo vle, ki menm arive stope tout peyi a, paske yo kontwole menm distribisyon gazolin ki fè peyi a oblije kanpe, fè nwè anvayi toupatou.

Mezanmi, men CORE Group la ap mache opa, menm jan ak nou tout k ap avèti depi byen lontan ke sa pa ka kontinye konsa. Fò m bay youn ti esplikasyon sou mounn sa yo ki fè pati gwoup sa a. Se anbasadè youn bann gwo peyi nan Pòtoprens: Brezil, Etazini, Kanada, Lafrans, Lalmay, Lespay ki mete ansanm ak reprezantan Òganizasyon Eta Ameriken (OEA), reprezantan Nasyon Zini ak reprezantan Inyon Ewopeyèn.

Jan nou wè l la, se gwo zotobre ki soti nan peyi ki rele tèt yo demokrasi, e ki toujou devan bann nan ann Ayiti sou kesyon politik. Sa yo di se sa k fèt. Se yo menm ki te ban nou « Bandi Legal » la e ki te pase konbyen lane ap bat bravo pou li. Se yo ki te kore « *Nèg Bannann* » nan, epi ki te kouri vin bay pèp la youn doktè ki pa konn kijan pou l trete gwo maladi ki blayi nan tout kò peyi a.

Enben, CORE Group la di fòk sa sispann. Ki sa k pou sispann nan ? Gang ki lakòz tout deblozay nan peyi a, k ap kidnape mounn, mande gwo lajan pou lage yo. An palan de sa, jouk dimanch, lè n t ap ekri atik la, 17 misyonnè yo— 16 Ameriken ak youn Kanadyen, 5 timounn pami yo, ak pi piti a ki gen 8 mwa —, toujou nan men gang « *400 Mawozo* » yo. Se depi samdi, 16 oktòb, gang sa a, ki kontwole zòn Kwadèboukè a, te pran mounn yo. Kòm nou konnen, *Lanmò Sanjou,* vrè non l se Wilson Joseph, chèf gang nan, mande 17 milyon dola vèt pou lage mounn yo. San pa sa, li di l ap touye tout.

Jan bagay yo vire kounnye a, se adwat-agòch n ap tande mounn nou pa ta janm kwè k ap di fòk sa sispann. Sa k pou sispann nan ? Kesyon de gang ki vin met peyi a ajenou. Wi, fòk sa sispann. Epi kilès nou konprann ki pase lòd pou sa fèt? Mesye Jimmy Chérizier, Kòmandan Barbecue (Babekyou) li menm, ki pran pòz prezidan l.

Vandredi apremidi, se bouch louvri mwen te chita pou m tande Babekyou nan youn mesaj anrejistre k ap sikile deyò a. Anverite, mwen sezi wè Kòmandan an byen abiye, devan youn mikwo, nan youn kote ki dekore ak koulè drapo ble e wouj la, ap pale tankou chèf peyi a. Kòm diskou a pa long, m ap ban nou l asonlantye, san wete ni mete. Se donmaj mwen pa ka fè n tande video a, men nou menm ki gen zanmi sou WhatsApp, nou ka mande voye l pou nou, paske diskou chèf la ap sikile sou entènèt la. Antouka, mwen kopye tout diskou a pou nou.

Men pawòl ki sot nan bouch Babekyou vandredi pase, vè 10 zè nan maten:

*« 1. Santral Varreux dwe louvri pòt li byen laj, depi apremidi an, pou gaz la soti, san kè sote.*

*2. Apati jodi a, kamyon sitèn yo dwe vin ravitaye, san kè sote, jodi a menm.*

*3. Chofè transpò yo mèt reprann travay, jodi a menm.*

*4. Tout ponp yo dwe louvri ansanm, depi apre midi an, pou vann gaz la, a pri li te ye anvan an.*

*5. Lopital, biznis, lekòl, inivèsite, anbasad yo dwe jwenn gaz achte nan ponp yo, san pwoblèm, depi apremidi an.*

*6.Tout enstitisyon Leta ak prive ka louvri pòt yo, san pwoblèm, apati jodi a, pou kontinye travay ak koumanse reflechi sou dat 18 novanm nan.*

*7. Lavi dwe retounnen, swadizan nòmal, jan sa te ye anvan, pandan 'Fòs Revolisyonnè G-9 Anfanmi e Alye, manyen younn, manyen tout', ap raple ke lavi chak mounn konte nan peyi a.*

*8. Kidnaping, vyòl, vòl, asasinay dwe sispann ».*

Se wè pou n ta wè Babekyou ak pwòp je nou k ap pase lòd kijan pou lòd vin retabli, sitou nan Pòtoprens. Se konsa nou te pral konnen byen vit kilès ki vrèman chèf ann Ayiti. Mwa pase a, 17 oktòb, se prezidan Babekyou ki t al depoze flè nan pye Anperè Jan-Jak Desalin (Jean-Jacques Dessalines) sou Pon Wouj, nan Pòtoprens. Premye minis ak tout sekirite l yo, sou kontwòl direktè jeneral Lapolis Léon Charles, lè sa a, t oblije kouri kite zòn Pon Wouj la, anba kout zam solda Babekyou yo.

Enben men sa k pase apre Kòmandan an te fin pase lòd jan nou sot li a. Selon sa Robenson Geffrard, jounalis *Le Nouvelliste* ak radyo Magik-9, mete sou Twitter, a 6 zè, samdi swa, men kijan sa te ye: Nan vandredi, 92 kamyon sitèn byen chaje te kite *Varreux* ak 460 mil galon dizèl epi 210 mil galon gazolin. Nan samdi, se 140 kamyon ki te kite pò a avèk 570 mil galon dizèl, anplis de 500 mil galon gazolin. Epi nan dimanch, distribisyon te fèt pou kòmanse nan ponp yo.

Selon kèk kontak nou t arive fè dimanch lan, se pa kantite mounn te aliyen devan prèske tout ponp, paske distribisyon an te kòmanse. Pi bèl bagay se kominike Asosyasyon bank yo te met deyò depi samdi, 13 novanm nan, pou di ke apati de lendi, 15 novanm, tout bank pral opere selon jan sa te konn fèt oparavan. Men pou sa kontinye konsa, li pral depann de distribisyon gazolin nan alè, jan sa sanse fèt.

Nouvèl ke gen youn solisyon pou youn ti bout tan pou kesyon gazolin nan gaye toupatou, menm Ozetazini. Nan dimanch lan, *Washington Post,* jounal nan kapital Etazini an, bay bagay la, selon sa depèch *Associated Press* k ap sikile toupatou. Men, chèf gang nan, Jimmy Chérizier di se youn ti souf sèlman pou youn semèn pou l bay Premye minis de fakto Ariel Henry ase tan pou l bay demisyon l. Sinon, sitiyasyon an pral pi grav toujou. Jan sa ye la a, di m, mezanmi, kilès ki vrèman chèf ann Ayiti. Menm si l pa ko bay tèt li tit prezidan, se Babekyou ki pran manyèt la.

*Jimi Chérizye, alyas Babikyou,*

Antouka, kesyon gazolin nan pa senp. Jan Léo Joseph te ekri nan jounal semèn pase a, menm si Babekyou bay youn ti kanpo pou youn semèn, sa pa ka dire lontan, paske kesyon gang ki te anpeche kamyon vin delivre gazolin nan se younn. Men gen kesyon ke gouvènman an pa peye dèt li atan, jansadwa, epi li pa ka plase gwo kòmann pou satisfè tout kliyantèl la.

Antouka, sèl sa m ka di nan kesyon an, Babekyou montre li gen pouvwa ki pa ret ak pouvwa. Kou l pale, sa l mande, se sa k fèt. Sa vle di tou li pote youn gwo chay mete sou do l, paske kounnye a li byen klè pou tout mounn ke se li menm ki lakòz tout eskonbrit gang nan zòn nò Pòtoprens lan. Menm lè l ap bat pou l pase kòm youn gran revolisyonnè, se youn bandi tankou tout lòt yo.

Gen youn lòt esplikasyon deyò a sou kijan Babekyou arive fè sa l fè a. Li menm ak G-9 li yo touche youn vounm kòb. Se Pè *Gardy Maisonneuve* ki di gouvènman an debouse 40 milyon goud pou jwenn kanpo nan men gang ki sou kontwòl Babekyou yo. Baze sou echanj goud pou

*Ale nan paj 14*

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**

**Attorney at Law**

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

**Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187**

**rdebrosse@QueensLegalPlaza.com**

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 7



# HAPPENINGS!

*Continued from page 1*

humiliated, unable to protect life and property.

Last Friday, November 12, the head of the "Federated Gangs," Jimmy Chérizier, alias Barbecue, was seen pronouncing a short speech, calling a halt to gang activities which deprive the citizens of fuel, a situation that has caused a halt of almost all operations, including the closing of banks, hospitals, schools, even of some government offices.

Here was Commandant Barbecue, dressed in protocol black for the occasion, in a décor enhanced by the red-and-blue colors of the nation, giving orders of what he expects *"immediately."* His list of demands included the opening, "this afternoon," of the Varreux Terminal, north of Port-au-Prince center city, one of the two major fuel stockage facilities on which the capital and surroundings depend.

He also ordered the tanker truckers to go to the fuel depot to fill up, "today." And drivers should get back to work, "today." As for the gas stations, they should be ready, "today," to begin operating "today" and sell the fuel at the "same price as previously charged."

Interestingly, Jimmy Chérizier specifically mentions "hospitals, businesses, schools, universities and embassies which should be provided fuel, without any problem, even this afternoon." Government institutions should start operating "without fear, while mulling over November 18."

That sacred date, a national holiday, marks the defeat of the powerful French army of Napoleon Bonaparte in 1803, by the ragtag army of former slaves, and the birth of the first Black Republic in the world. This time it also marks the outer date for the resignation of de facto Prime Minister Ariel Henry, as called for by Commandant Barbecue. Otherwise, the situation will get worse, probably returning to the crippling internal embargo imposed by the gangs.

In the last analysis, Barbecue called for a "return to a so-called normal life," reminding all that "every life in the country counts." Therefore, he orders a stop to "kidnapping, rape, robbery and assassination," all actions linked to the gangs that have turned Haiti into hell on earth.

Unbelievably, the private deep-water port of Varreux began operating Friday afternoon, according to a twitter posting by Roberson Geffrard, of *Le Nouvelliste*, the Port-au-Prince daily, and also one of the speakers of Magik-9 radio. He wrote that *"Friday, 92 trucks left Varreux with 460,000 gallons of diesel and 210,000 of gallons of gasoline. On Saturday, 140 trucks departed with 570,000 gallons of diesel and 500,000 of gasoline."* He added, *"On Sunday, distribution will begin at the pumps."*

Some friends contacted, Monday, in Port-au-Prince, confirmed that fuel is again available. But it's bedlam at all the pumps with people by the thousands lined up, whether in vehicles, on motorcycles, on foot with big cans to get whatever fuel they can. Fights broke up at certain places where some daredevils tried to cut into the lines. As it is, in his speech, Commandant Chérizier forgot to order the people to be civilized.

Interestingly, on Saturday, the Professional Bank Association issued a communique stating that *"as of Monday, November 15, all bank services will return to a regular schedule,"* adding that *"this would continue, depending on fuel availability."*

Up untill Monday, there was no official reaction to Barbecue's action from the gangs operating in the Martissant suburb of Port-au-Prince, controlling the southern entrance of the capital since June 1st. They have been responsible for several kidnappings of drivers of tanker-trucks leaving from *Thor*, the other fuel stockage located south of Martissant.

Obviously, Jimmy "Barbecue" Chérizier has proven that he is the supreme authority in Haiti. His orders are followed to a T—and immediately! He has shown also that in the absence of a president since his idol Jovenel Moïse was assassinated last July 7, he has assumed the role of president, though he has'nt been installed unofficially.

Last October 17, for the commemoration of the 215th anniversary of the assassination of Emperor Jacques I, the official title of Jean-Jacques Dessalines, Chérizier upstaged Prime Minister Ariel Henry, who couldn't set foot at Pont Rouge. Mr. Henry

*Reginald Desroches*

had mobilized his Police and was accompanied by a retinue of high officials to make the traditional trek to Pont Rouge, at the northern entrance of Port-au-Prince, where there is a statue and shrine in remembrance of the Father of the nation at the spot where he fell. But Barbecue and his "troops" were already in Pont Rouge. His "soldiers" fired warning shots in the direction of the Prime Minister's caravan, which hurriedly retreated.

Whereupon, Jimmy Chérizier proceeded with the ceremony of laying the flower wreath at the base of the statue of Haiti's hero of independence. He had also arranged for his followers to display a large framed photo of the slain Jovenel Moïse, which he kissed, as he called for "justice for the president."

As the saying goes, *"The king is dead, long live the king!"* And the king apparently is reincarnated in Jimmy Chérizier, who gained the blessing of his hero who had approved officializing the "Federated Gangs," with its main unit, the *"G-9 Family and Allies"* registered as a non-profit organization at the Ministry of Social Affairs and Labor. One who applauded setting up the "Federation" was Helen Meagher La Lime, who heads the United Nations Integrated Bureau in Haiti, BINUH by its French acronym.

Last week, on Tuesday, November 9, Ms. La Lime officially denounced the action of the gangs causing the nationwide fuel crisis and called for a quick solution to the problem. U.S. and Canada followed up, two days later, urging their citizens to leave Haiti. Before the week ended, on November 12, the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince joined the chorus, asking for action to solve the fuel crisis.

To be noted, the members of that Port-au-Prince diplomatic club are the ambassadors of Brazil, Canada, France, Germany, Spain and the United States, as well as the representative of the Secretary General of the Organization of American States, the representative of the U.N. Secretary General and the representative of the European Union.

It is under the watch of BINUH and under the glare of all those diplomats that the gangs were organized, armed and spread throughout Haiti by their chosen President, the self-styled "Legal Bandit" Michel/Michael Joseph Martelly (2011-2016), seconded by his Prime Minister Laurent Salvador Lamothe. The latter initially armed and provided the bandits with ammunition, even giving them a small stipend regularly in the early days.

When Jovenel Moïse took over in 2017, he inherited the gangs that he expanded, even "federating" them into the dominating force they are today and causing the tragic events in Haiti, making headlines all over the world.

For those who wonder what the PHTK, *Bald-Headed*, ruling political leadership had in mind for the gangs, they should know that eventually the bandits were to be converted into a pro-government force, not unlike the gestapo-like *Tontons-Macoute* of François Duvalier, who were officialized as "Volunteers of National Security," with the goal of protecting a PHTK dynasty for at least 50 years, besting by some 20 years the ruinous reign of the Duvalier dictatorship.

---

**A Haitian-born academic named president of Rice Universty in Houston, Texas**

Reginald DesRoches has been named president of Rice University, effective next summer. The 54-year-old academic makes history by being the first Black, in addition to being an immigrant of Haitian ancestry, to assume leadership of this 109-year-old reputable institution of higher learning. On July 1st, 2022, he will officially become the 8th president at Rice, when the current president David Leebron passes on the baton to him. That won't be the first for Professor DesRoches, who is currently the first Black provost, and who, in 2017, also became the first Black dean of Rice's George E. Brown School of Engineering.

According to a media release by the school, the Rice Board of Trustees selected Professor DesRoches as their academic leader following a nationwide search. Indeed, his resume is impressive. In a write-up by Howard Chen, Moriah Ballard and Rose Ann Aragon for Local News in Houston, filed November 11, much is said about this scientist, who was born in Haiti, raised in Queens, N.Y., and who is recognized internationally for his background as a structural engineer, and for being an earthquake resilience expert. He has testified on that subject before the U.S. House and Senate.

The team player that he is, Dr. DesRoches is quoted in the media release as saying: *"I am deeply honored to be named president of Rice University. The past four and a half years at Rice have been among the most rewarding of my professional career and I look forward to building on the tradition of excellence established by President Leebron and those who served before him."*

Proudly, in the name of our readers, we congratulate Professor Reginald Desroches, for his accomplishments and for changing the narrative about Haitians somewhat, especially at this time when Haiti is famous for almost all things negative.

It is worth noting that Haiti lost that brilliant mind when his parents had to flee the Duvalier dictatorship in the 1960s. He so acknowledged, letting us know that his parents fled Haiti in 1968, when he was only one year old, together with his three siblings. Arriving in their newly adopted land, his mom and dad worked two jobs *"to provide the four of us an education,"* he said, adding, *"I know my mom would be proud and I know my dad is extremely proud."* Unfortunately, his mom died ten years ago, but his father, at 89 years old, is still with us.

Following in the footsteps of his parents, he helps others in need and keeps their habit of "hard work" that he has passed on to his three children, including his daughter, a student at Rice University, who's scheduled to graduate in 2023.

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 8

DISCOURS MUSCLÉ D'ARIEL HENRY AUX BANDES ARMÉES

# « La mort ou la prison aux gangs »

## Peut-il se donner les moyens de sa politique ?

*Suite de la page 1*

*J'ai effectué ce matin une visite à la Direction générale de la Police nationale d'Haïti pour exprimer la solidarité et le ferme soutien de mon gouvernement aux policiers. Mon équipe s'engage au rétablissement de la sécurité et à la protection des vies et des biens sur tout le territoire*».

Ayant trouvé le ton du discours approprié pour la présente situation du pays, il a continué en tweetant : « *Nous traiterons les voleurs comme des voleurs et les assassins comme des assassins* ». Sur cette lancée, il a ajouté : « *Si les bandits ne mettent pas fin à leurs actes criminels, c'est la loi qui sera appliquée contre eux* », précisant que « *les bandits et leurs commanditaires ont une seule option : la prison ou la mort* ».

### Ce discours s'adresse-t-il aussi à Barbecue et ses troupes ?

Il est à se demander si ce discours s'adresse à tous les gangs et leurs chefs, quand on sait que Jimmy Chérizier, alias Barbecue, est bien celui qui a autorisé les camions citernes à s'approvisionner en produits pétroliers aux sites d'entreposage, pour que la distribution puisse se faire « *dès maintenant et en toute sécurité* », c'est-à-dire depuis le vendredi 10 novembre, tel qu'il l'avait indiqué dans son intervention du week-end dernier.

Par la même occasion, il devait annoncer, dans le même communiqué, l'arrêt des kidnappings, des assassinats, des viols, des vols et de tous les crimes dont étaient victimes les familles, sous l'emprise des gangs armés.

En d'autre termes, Jimmy Chérizier, dont les « *soldats* », qui appartiennent aux différents gangs exerçant contrôle absolu sur de grandes parties de la capitale et des villes de province, reconnaît que lui et ses hommes étaient la cause de l'insécurité battant son plein en Haïti. Aussi a-t-il décidé de décréter un cessez-le-feu, autrement dit de proclamer le retour à la normale.

Indéniablement, grâce à la «*générosité* » de Barbecue, les stations-services ont repris la distribution de la gazoline, et les automobilistes peuvent faire le plein. Ainsi que les camionneurs et les véhicules commerciaux en général. Dans son communiqué du vendredi 10 novembre, Jimmy Chérizier avait déclaré les portes des sites d'approvisionnement grandes ouvertes, afin que les hôpitaux, les ambassades, les écoles, les universités, ainsi que le grand public, en général, peuvent s'approvisionner en carburant, sans aucune crainte. Et dès maintenant !

En clair, sans l'intervention du vendredi 10 novembre du patron des gangs, Ariel Henry n'aurait pas le culot de tenir ce discours musclé à l'endroit des gangs armés. Puisqu'il n'a pas identifié à quels groupes de malfrats sont adressés ses paroles, on ne peut que conclure qu'elles s'adressent à tous les gangs en général, à leurs chefs, en particulier, ainsi qu'à Jimmy Chérizier.

Tout cela donne à réfléchir, à se demander quel marché aurait été proposé par le pouvoir pour attendrir le chef des gangs, jusqu'à le porter à décréter la paix dans tout le pays. Vu la poltronnerie qui caractérisait généralement l'attitude d'Ariel Henry et son ancien directeur général de la Police, Léon Charles, ainsi que Jovenel Moïse, avant lui, face aux gangs armés, ce changement brusque et inattendu doit avoir une explication.

Pour certains, une offre quelconque a dû être faite au chef des bandits pour l'amener à ce revirement constaté. À cet égard, un responsable d'une organisation de défense des droits humains a dénoncé ce qu'il qualifie de «*deal* » qui aurait été conclu entre la primature et Barbecue, afin que soient ouvertes les vannes des carburant des sites d'entreposage, ainsi que la remobilisation des camions citernes.

Selon le père Gardy Maisonneuve, responsable de Sant Karl Lévêque (SKL), le bureau du Premier ministre de facto aurait versé 40 000 gourdes au leader des bandes armées, en contre-parti de sa décision d'autorisation l'approvisionnement des camions citernes au Terminal Varreux et au centre d'entreposage de Thorland.

Le père Maisonneuve dit détenir des preuves de cette transaction illicite. Bien que, de son côté, M. Henry, par le truchement de la primature, a émis un communiqué dans lequel cette institution s'inscrit en faux contre l'affirmation de M. Lévêque.

Dans la mesure où Barbecue et ses « *soldats* » sont encore en possession d'armes de gros calibres et restent riches en munitions, il y a peu de chance qu'ils vont changer leur mode de vie de sitôt. Mais on ne doit pas oublier que, dans son intervention du 10 novembre, il avait annoncé que la trêve qu'il a proclamée sera valable jusqu'au 18 novembre.

À moins que le Premier ministre de facto détienne des cartes cachées, il faut légitimement craindre qu'il ne tombe victime de son manque de moyens d'affronter les puissants gangs.

**L.J.**

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 9



HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gave !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA


# Aksyon Bonè se Kle!

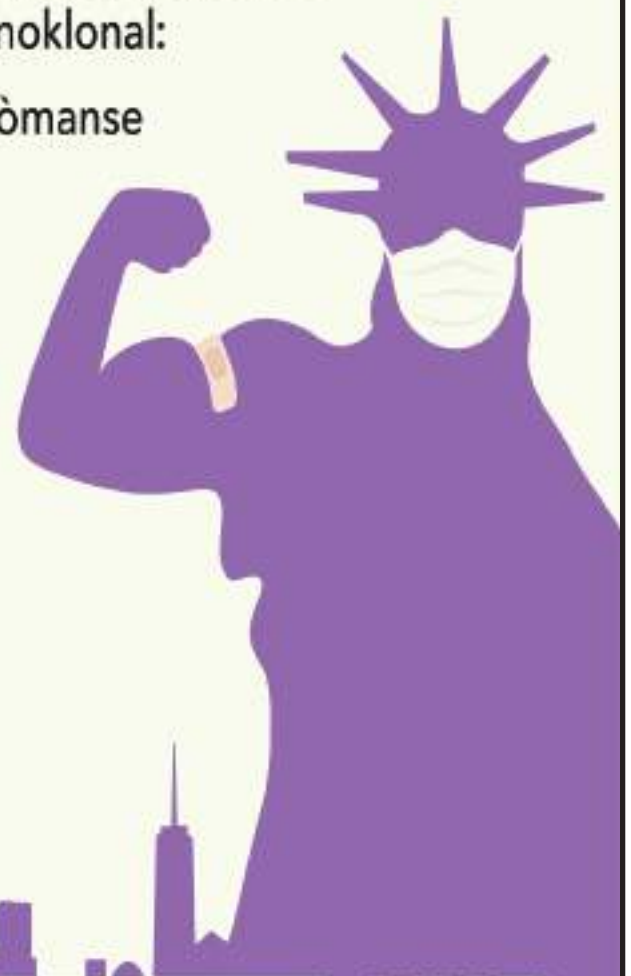
## Mande Doktè Ou Enfòmasyon sou Tretman Antikò Monoklonal

Tretman antikò monoklonal se pou moun ki genyen COVID-19 oswa ki te ekspoze resaman ak yon moun ki genyen COVID-19. Tretman Antikò Monoklonal:

- Ede kò ou konbat COVID-19 pandan sistèm iminitè ou ap kòmanse fè pwòp antikò pa li
- Redwi risk ou pou ou vini malad anba COVID-19 epi evite entène lopital
- Rekòmande pou nenpòt moun ki gen laj 12 ane oswa plis ki anba gwo risk pou yo malad grav ak COVID-19, tankou granmoun aje yo ak moun ki gen lòt pwoblèm sante yo
- **Pa** yon ranplasan pou vaksinasyon

Pou jwenn yon sit ki ap ofri tretman antikò monoklonal, vizite **nyc.gov/health/map**.

Pou jwenn yon sit vaksinasyon, vizite **nyc.gov/vaccinefinder** oswa rele 877-829-4692.



NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 10



ÉDITORIAL

# Le gouvernement Henry démissionnaire avant la lettre !

Depuis qu'il a pris logement, à la primature, voilà déjà trois mois, le neurochirurgien Ariel Henry ne s'est jamais affiché comme chef du gouvernement, une situation extrêmement grave, car jouissant du double rôle de Premier ministre et de chef d'État. Alors que Jimmy Chérizier, communément appelé Barbecue, le chef des gangs fédéré en « *G-9 en famille et alliés* », se révèle comme le vrai chef de l'Exécutif haïtien.

En effet, à force d'émettre des communiqués vides de sens, autrement restés lettres mortes, les interventions publiques de Chérizier, non seulement retiennent l'attention du public, ils sont exécutés à la lettre, ayant force de loi de fait, comme si elles émanaient de l'autorité suprême de l'État. Depuis que ce dernier a décrété la campagne visant au délogement du Premier ministre de facto, pour son rôle présumé dans l'assassinat de Jovenel Moïse, sous forme d'interdiction d'approvisionnement d'essence par les camions citernes aux sites de stockage de produits pétroliers, les stations-service tombaient progressivement en panne sèche. Car, d'ordre de Chérizier, les centres d'entreposage d'essence étaient hors limite aux transporteurs de carburant, empêchant la livraison du précieux liquide à toutes les entreprises, aux institutions généralement quelconques, y compris aux hôpitaux et centres de santé. En vertu des dispositions du chef des bandes criminelles, même les installations d'État n'étaient pas épargnées. Voilà Haïti pris dans l'étreinte d'une crise humanitaire se greffant sur celle, socio-politique et économique, que connaît le pays depuis déjà plus de deux ans.

Si la conspiration internationale imputée à la communauté internationale contre Haïti, dont les États-Unis et le CORE Group d'ambassadeurs occidentaux constituent le fer de lance, a amené au pouvoir Michel Martelly, succédé, dans les mêmes conditions, par Jovenel Moïse, ces deux gouvernements, jugés illégitimes, ont progressivement cédé l'autorité de l'État aux gangs armés. Les dirigeants en place n'ont aucun inconvénient à ce que ces derniers exercent le pouvoir effectif de l'État, leurs intérêts coïncidant avec ceux des criminels. Aussi l'affaiblissement des forces de l'ordre, au profit de ceux-là entre-t-il dans le cadre de leur politique globale. Car cela favorise leur objectif : Le maintien au pouvoir du régime PHTKiste durant au moins dix décennies, tel que l'avait proclamé le Dr Jack Guy Lafontant, le premier ancien chef de gouvernement de Jovenel Moïse.

Mais ceux qui, adoptant l'attitude de l'autruche, refusent de voir le danger que constituent les équipes PHTKistes aux commandes de la République, n'ont qu'à se référer aux propos et gestes de Jimmy Chérizier. À défaut de la Radio et de la Télévision nationales pour diffuser ses interventions en direct, il a les réseaux sociaux à sa disposition, qui assurent une propagation planétaire à ses mots d'ordre. Et si, à force de faire des promesses restées sans lendemain, Ariel Henry et son équipe sont royalement ignorés par le peuple haïtien, quand le chef des gangs armés lève la voix, non seulement la nation toute entière reste accrochée à ses lèvres, ses proclamations valent leur pesant d'or.

En effet, des voix crues autorisées, qui sont montées au créneau pour exhorter le gouvernement d'Ariel Henry à prendre ses responsabilités, par rapport à la crise de carburant, l'invitant à adopter des « *mesures extrêmes* », qui s'imposent, dans une telle conjoncture, n'ont eu aucun impact sur les différents acteurs. Le Premier ministre de facto et ses proches collaborateurs, déjà dans l'impossibilité de lancer une quelconque initiative susceptible de démontrer son autorité et ses compétences, s'enfoncent davantage dans l'ineptie. Avec des femmes et hommes au pouvoir bénéficiant de salaires faramineux, en sus d'autres bénéfices aux coûts exorbitants, pour un pays appauvri, à faible économie comme Haïti, les citoyens ne reçoivent pas les services auxquels ils ont droit. Autrement dit, ces derniers sont victimes d'un vol à main armée orchestré par ceux-là même qui sont payés pour les servir honorablement et les protéger bec et ongle.

Au moment où tout le pays semble souhaiter l'intervention d'un « *être suprême* » pour le délivrer de la pénurie d'essence, intervient le « *général* » de l'armée des criminels, Jimmy Chérizier. Son « *discours* » du vendredi 12 novembre va dégager tous les obstacles à la distribution du carburant.

Tel un chef d'état, absolument sûr de lui-même, Chérizier est intervenu, le week-end dernier, prenant l'allure du «*sauveur* » qu'attendait la nation. Les huit points de son exposé ont, non seulement retenu l'attention de tous, mais ont coupé le souffle à plus d'un. Puisque, si face à la démission des autorités, la crise de produits pétroliers s'aggrave chaque jour davantage, le chef des gangs criminels lance des mots d'ordre pertinents, en vue de changer la donne, il y a assurément de quoi inspirer les incrédules.

Voici donc des mesures énoncées par M. Chérizier, en vue de résoudre la crise d'essence.

« *1. Le Terminal Varreux doit ouvrir largement ses portes, dès ce vendredi après-midi, pour que l'approvisionnement en gazoline se fasse sans crainte.*

« *2. Dès aujourd'hui, les camions citernes doivent venir se ravitailler sans crainte, aujourd'hui même.*

« *3. Les chauffeurs du transport peuvent retourner au travail aujourd'hui même.*

« *4. Toutes les stations-service doivent reprendre ensemble leurs activités, dès cet après-midi, en vue de la vente de l'essence aux prix d'avant la crise.*

« *5. Les hôpitaux, les entreprises, les écoles, les universités, les ambassades doivent avoir accès à l'essence dans les pompes, sans problème, dès cet après-midi.*

« *6. Toutes les institutions d'État et privées peuvent rouvrir leurs portes, sans problème, dès aujourd'hui, en vue de continuer les travaux, en sus de commencer à réfléchir sur la date du 18 novembre.*

« *7. La vie doit retourner, soi-disant à la normale, tel que c'était avant, au moment où la ' Force révolutionnaire G-9 en famille et alliés attaquer un c'est les attaquer tous' rappelle que la vie de chaque personne compte dans ce pays.*

« *8. Le kidnapping, le viol, le vol et les assassinats doivent cesser* ».

Le vrai chef d'Haïti à parlé ! Tout le monde s'est mis au pas. La gazoline a recommencé à couler moins de vingt-quatre heures après son intervention publique. Il est donc aisé de comprendre pourquoi, en dépit du mandat d'amener émis contre Barbecue, la Police nationale n'ose exécuter l'ordonnance contre lui. Car, bien que non constitutionnel, le « *général* » de la Fédération des gangs armés du G-9 en famille et alliés, à l'instar d'Ariel Henry, jouit d'immunité. Accusé d'implication dans l'assassinat du président de facto défunt, le commissaire du gouvernement, qui s'arrogeait le droit d'inviter celui-là à répondre à des questions relatives à ce crime, a été destitué par M. Henry.

Au bout du compte, le rôle que s'attribue Jimmy Chérizier ne figure nulle part dans la Constitution haïtienne. Mais l'attitude de chef effectif qu'il affiche n'ombrage guère le Premier ministre de facto se résignant à jouer le rôle de chien couchant du grand patron des bandits.

En clair, Ariel Henry s'est porté démissionnaire, avant même que les circonstances politiques lui claquent la porte. Car le peuple haïtien entend confier la charge des affaires publiques à des fonctionnaires compétents et respectueux de la Constitution et des lois du pays, et non à des criminels dont la vision consiste à changer la société à leur image.

HAITI OBSERVATEUR

*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, N*
*Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820*

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

**Haïti**
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0785 ou
(509) 223-0785

**CANADA**
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
19 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

**EUROPE, AFRIQUE ET ASIE**
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Faidherbe, Bt Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

**ÉTAT-UNIS**
1 ère classe
☐ 48.00 $ US. pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US. pour un (1) an

**AFRIQUE ET ASIE**
☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

**CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE**
1ère classe
☐ $73.00 US. pour six (6) mois
☐ $160.00 US. pour un (1) an

**EUROPE**
☐ 73 EUROS pour six (6) mois
☐ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 11



EDITORIAL

# The Henry government has resigned, before official announcement!

Since he took office three months ago, the neurosurgeon Ariel Henry has never shown himself really as head of government, an extremely serious situation, because he has assumed the dual role of Prime Minister and Head of State. While Jimmy Chérizier, aka Barbecue, the leader of the "Federated Gangs," with its main unit the "G-9 Family and Allies," reveals himself as the real head of the Haitian Executive.

Indeed, by dint of issuing a slew of communiqués that aren't worth the paper on which they're written, Henry looks ridiculous, as Chérizier's public interventions hold the attention of the public. More yet, his orders are heeded and duly executed, having the force of law, as though emanating from the supreme authority of the State. In his campaign to remove the de facto Prime Minister from office for his alleged role in the assassination of Jovenel Moïse, Chérizier imposed a ban on supplying fuel, all petroleum products included, to the public. The drivers of the tanker trucks couldn't go to the storage sites of the petroleum products. Those who dared were kidnapped and the fuel stolen and used on the black market. Thus, the gas stations gradually run out of all fuel. Indeed, on order of Chérizier. the fuel storage centers became off-limits to the transporters, preventing the delivery of the precious liquid to all businesses and major institutions, including hospitals and health centers. Even State facilities were not spared by the leader of the criminal gangs. Haiti got caught in the grip of a humanitarian crisis, on top of the socio-political and economic crisis which the country has been experiencing for more than two years.

Haitians believe that through an international conspiracy against Haiti, spearheaded by the United States and the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince, Michel Martelly was imposed as president, followed by Jovenel Moïse in the same scheme. Deemed illegitimate, these two governments gradually ceded State authority to the armed gangs. Since the interests of the leaders coincide with that of the bandits, they have no problem in letting the criminals exercise State power. For, the weakening of the forces of law and order to the benefit of the criminals is part of their overall policy, the main objective of which is a stranglehold on power by the PHTK, *Bald-Headed*, regime, for at least 10 decades. That was publicly proclaimed by Dr. Jack Guy Lafontant, the first Prime Minister, the head of government of President Jovenel Moïse, himself Head of State.

Unfortunately, there's an ostrich attitude among many in Haiti who refuse to see the danger that the PHTK team represents at the helm of the Republic. To them we would ask to consider the words and actions of Jimmy Chérizier. Though he doesn't have at his disposal the State radio and television to broadcast his messages live, he depends on the social networks which provide him a planetary audience. And if, by dint of making empty promises, Ariel Henry and his team are despicably ignored by the Haitian people, it isn't so when the leader of the armed gangs raises his voice. The entire nation hangs on his every word, and his proclamations are worth gold.

In fact, various sectors have made themselves heard, urging the Ariel Henry government to assume its responsibility for the fuel crisis by adopting "extreme measures" necessary in such situation. They had no impact. In the process, the de facto Prime Minister and his close collaborators, already unable to launch any initiative likely to demonstrate any authority or competence, sink further into ineptitude. Yet, those men and women supposedly exercising power can count on huge salaries and other costly benefits. Indeed, a crime against such an impoverished country, with a moribund economy. Meanwhile, the citizens don't receive the services to which they're entitled. Instead, they are victims of armed robbery orchestrated by the very people who are paid to serve them and protect them from harm.

At a time when all seem to wish the intervention of a "supreme being" to deliver them from the fuel shortage, the "General" of the Criminal Army, Jimmy Chérizier himself intervenes. His "speech" on Friday, November 12, deals with all the obstacles to the distribution of fuel.

Like a Head of State, sure of himself, Chérizier spoke like the "savior" for whom the nation was waiting. The eight points of his presentation didn't only hold everyone's attention, but were also breathtaking. While the authorities, looking weak, throw in the towel as far as putting an end to the petroleum crisis, which was getting worse every day, the leader of the criminal gangs expressed word that are relevant to the situation, even giving orders intended to change things.

Here, in Jimmy Chérizier's own words, the measures to solve the fuel crisis:

*"1. The Varreux Terminal must open its doors widely, starting this Friday afternoon, so that gasoline can be supplied without fear.*

*"2. Beginning today, the tanker trucks must come to load up fuel without fear, yes, today.*

*"3. Transport drivers can return to work, today.*

*"4. All gas stations must resume their activities at the same time, starting this afternoon, and the gasoline should be sold at pre-crisis prices.*

*"5. Hospitals, businesses, schools, universities, and embassies must have access to gasoline at the pumps, without any problem, starting this afternoon.*

*"6. All state and private institutions can reopen their doors, without problem, as of today, to continue their work, and start thinking about the November 18 date.*

*" 7. Life must return, supposedly to normal, as it was before, when the 'Revolutionary Forces of the G-9 Family and Allies, attack one is attacking all" reminds all that the life of every person counts in this country.*

*"8. Kidnapping, rape, theft and murder must stop."*

The real leader of Haiti has spoken! Everyone has fallen in line. Less than 24 hours after his intervention, fuel began flowing again. Now one understands why, despite an outstanding warrant against Barbecue, the agents of the National Police do not dare execute the order. Although totally unconstitutional, the "General" of the Federation of armed gangs with its main unit the "G-9 Family and Allies," not unlike Ariel Henry, enjoys immunity. Remember that, accused of involvement in the assassination of the late de facto president, Henry was invited to appear in court by the government prosecutor in charge of the investigation, to answer some questions. Henry just fired him.

In the end, the role that Jimmy Chérizier claims for himself is not to be found in the Haitian Constitution. But the attitude of effective leader that he displays overshadows the de facto Prime Minister, who is reconciled with the idea of playing the role of sleeping dog for the supreme boss of the bandits.

Clearly, Ariel Henry has resigned, even before political circumstances slam the door on him. Because the Haitian people intend to entrust public affairs to competent officials who respect the Constitution and the laws of the land, not to criminals whose vision is to fashion society in their image.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 K Avenue Fréchette, Bt R Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 12



# Discours de Myrtha Désulmé au Conseil de sécurité

*Suite de la page 5*

*Premier Ministre l'Honorable Dr Ralph Gonsalves, dont le dévouement infatigable à la cause du peuple haïtien a été la force motrice de cette noble initiative.*

*J'ai choisi de répondre à la question posée dans votre note conceptuelle invitant des suggestions sur la meilleure façon d'appuyer et de renforcer le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti connu sous le nom de BINUH, pour le rendre plus efficace, plus adaptable aux circonstances du pays, et capable de trouver des solutions pour Haïti.*

*Haïti est un membre fondateur de l'ONU, où mon parrain, Émile St Lot, en tant que Représentant d'Haïti, eut à faciliter l'indépendance de nombreux pays africains. La relation de l'ONU avec cet État membre devrait être transformée D'URGENCE en un partenariat respectueux, qui soit réellement à la hauteur de son mandat de soutien aux objectifs de développement à long terme d'Haïti sous la direction des autorités nationales. La mission de l'ONU prétend « renforcer la stabilité politique, la bonne gouvernance, et l'état de droit ». Mais ce que nous avons constaté au cours des 17 dernières années qui se sont déroulées sous le contrôle de l'ONU, est qu'Haïti est devenu un État failli, plongé dans l'effondrement institutionnel; une dictature dirigée par des chefs de gangs devenus des seigneurs de guerre, tantôt loués par les mêmes officiels de l'ONU qui les dénoncent aujourd'hui ; des populations déplacées, fuyant les massacres et le chaos; le premier assassinat d'un chef d'État dans l'hémisphère au cours des 50 dernières années, et un déferlement interminable de réfugiés qui entreprennent quotidiennement la randonnée suicidaire dans une recherche désespérée pour trouver à tout prix et n'importe où, une vie pour leurs enfants, mais qui sont accueillis avec la plus grande brutalité par les puissances hégémoniques, qui ont elles- mêmes rendu leur pays invivable. A ce propos, nous sollicitons la solidarité internationale avec ces réfugiés, et l'arrêt des déportations massives et inhumaines.*

*Le problème fondamental d'Haïti est que la Convention de Vienne ne semble pas y appliquer. L'ingérence étrangère dans les affaires d'Haïti, y compris l'imposition et le truquage d'élections, le soutien aux gouvernements corrompus, et le fait de fermer les yeux sur l'autoritarisme, sont devenus la norme. Le BINUH pourrait être plus efficace en soutenant les efforts de la société civile pour un dialogue national inter-haïtien inclusif, qui permette au peuple haïtien de recouvrer sa souveraineté. Comme indiqué dans votre note conceptuelle, à juste titre, les Haïtiens ont démontré qu'ils sont capables de s'approprier leurs défis. La Commission pour la Recherche d'une Solution Haïtienne à la Crise, à force de travail acharné et de consultations nationales diligentes et approfondies, a réuni le plus grand nombre de membres de la société civile et d'acteurs politiques dans sa marche vers la mise en place d'un gouvernement provisoire de deux (2) ans, qui stabilisera le climat sociopolitique, reconstruira les institutions haïtiennes, organisera une conférence nationale, et créera les conditions propices pour la tenue d'élections véritablement libres, équitables, transparentes, crédibles et démocratiques, qui refléteront la volonté REELLE du peuple haïtien. Des leaders compétents, patriotes, intègres, qui ne provoqueront plus de protestations et d'instabilité, seront élus pour œuvrer à l'avancement du peuple haïtien. La Commission défend ce que défendaient jadis dans ses beaux jours l'Organisation des Nations Unies, lorsqu'elle fut fondée pour protéger et promouvoir les droits de l'homme, la paix, et la stabilité. Nous exhortons l'ONU à revenir sur cette voie de la droiture, qui non seulement élèvera le peuple haïtien, mais aidera à restaurer l'ONU à son statut sacré de premier défenseur de la dignité humaine.*

*Myrtha Désulmé.*

*Il est tout à fait approprié que cette rencontre recherche des solutions et des voies panafricaines, car cette lutte ne concerne pas seulement Haïti. En cette décennie des Nations Unies consacrée aux personnes d'ascendance africaine, où 34 pays ont boycotté la commémoration de la Déclaration de Durban contre le racisme, nous en sommes venus à constater que la lutte panafricaine pour le droit à l'autodétermination et à la dignité humaine est une lutte mondiale, et Haïti en est le creuset. Haïti est au cœur du lien entre l'Afrique et le Nouveau Monde, et cette bataille épique pour une véritable émancipation ne peut être gagnée que par la réunification de l'Afrique avec ses enfants. Bien que le cas d'Haïti soit le plus extrême, toutes les nations africaines et caribéennes partagent l'expérience de la violence coloniale et néocoloniale, de l'imposition de politiques ratées et destructrices, qui ont entrainé la faillite, déplacé leurs citoyens, les dépossédant de leurs terres, provoquant des souffrances indicibles, des famines artificielles, et d'innombrables catastrophes naturelles et d'origine humaine. Nous demandons à la CARICOM, à l'Union Africaine, et à toutes les nations bien pensantes, d'être nos alliés dans cette lutte de vie ou de mort pour le sauvetage d'une nation martyre, dont le seul péché est d'avoir tant légué au monde en osant être libre, en inventant littéralement les droits de l'Homme, en étant pionnière des cycles d'émancipation et de décolonisation, et en répandant la liberté et l'inspiration bien au-delà de ses frontières.*

*Merci*

# L'actualité en bref

*Suite de la page 2*

erdict, après cette première journée de délibérations. En effet, après quelque deux semaines durant lesquelles les procureurs et les avocats de la défense ont fait valoir leurs arguments par devant le juge Bruce Schroeder, qui laissait entrevoir une faiblesse pour le jeune accusé, on se demande de quoi demain sera fait.

En effet, ce cas remonte au 25 août 2020, quand Rittenhouse, âgé lors de 17 ans, avait utilisé son fusil pour tuer deux hommes, Joseph Rosenbaum, 36 ans, et Anthony Huber, 26 ans, ayant aussi blessé Gaige Grosskreutz, 28 ans. Ceci eut lieu lors d'une manifestation à Kenosha, dans le Wisconsin, contre l'action des policiers qui, comme des brutes, avaient attaqué le jeune Noir Jacob Blake dans sa voiture, causant paralysie de sa partie inférieure.

Vu le cas George Floyd, savoir le meurtre public enregistré trois mois plus tôt dans l'état limitrophe de Minnesota, l'affaire Jacob Blake avait pris des proportions nationales, dans le contexte de *Black Lives Matter.* Que des citoyens blancs se soient ralliés à la cause des Noirs n'était pas pour plaire aux racistes, même jeunes qu'ils soient. De voyager d'un état limitrophe, l'Illinois, faisant usage d'une arme interdite aux mineurs –il n'avait pas 18 ans encore—Kyle Rittenhouse savait ce qu'il allait faire.

En attendant le verdict du jury, la Garde nationale est mobilisée pour faire face à tout dérapage, si le jeune homme devait être renvoyé hors de cause. Assurément, la communauté afro-américaine et bien d'autres interpréteraient un verdict favorable au jeune meurtrier de racisme.

***En Georgie, le cas d'Ahmed Arbury retient l'attention.** Hier après-midi, mardi, 16 novembre les procureurs ont achevé de présenter le cas, après huit jours de témoignages de 28 individus, dans l'assassinat d'Ahmed Arbury, ce jeune Noir victime de trois Blancs, dont Gregory McMichael et son fils Travis McMichael, ainsi que leur voisin William Brian, de son sobriquet Roddie.

C'est le 23 février 2020 que ces messieurs ont commis le crime, sous le prétexte de protéger leur communauté, Satilla Shores, adjacente à la ville de Brunswick. Ils n'avaient rien pour prouver qu'Ahmet Arbury avait volé quoique ce soit, mais la présence d'un jeune Noir dans leur quartier était hors de question.

À souligner que le jury ayant à délibérer sur le cas est composé de Blancs. Et l'on a entendu un avocat de la défense se plaindre de la présence de pasteurs afro-américains, tel un Jesse Jackson ou Al Sharpton au tribunal. L'un eut à dire « c'est vouloir influencer le jury ».

En tout cas, on ne s'attend pas un verdict, cette semaine, dans ce cas. Là encore, le racisme est sur la sellette. Si ces Blancs devaient être absous, il faut s'attendre à du grabuge. Car, le mouvement « *Black Lives Matter* » aura son mot à dire. Depuis le meurtre de George Floyd, le 25 mai 2020, par un policier blanc, capté sur son téléphone par une jeune Noire, la donne a changé. On ne peut pas faire marche arrière dans la lutte pour les droits des Afro-américains.

**Demain, 18 novembre, c'est le 218e anniversaire de la Victoire de Vertières, jour à jamais mémorable, quand nos ancêtres mirent en déroute la puissante Armée de Napoléon Bonaparte, mettant fin ainsi à l'esclavage et présentèrent au monde le Premier État Noir. Que l'esprit du 18 novembre nous imprègne en vue d'une autre conquête contre les forces du mal souillant la mémoire des aïeux!**

**Pierre Quiroule II**
**17 novembre 2021**
***raljo31@yahoo.com***

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 13



RECHERCHES SUR L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

# Samir Handal arrêté à Istanbul, Turquie

## L'enquête de la DCPJ à plein en mode conspiration...

*Suite de la page 3*

faisant l'objet d'un mandat d'amener international (Interpol), les États-Unis, qui sont un membre de cette institution, n'a pas jugé nécessaire de réagir à la satisfaction de la demande haïtienne. M. Handal était libre de ses mouvements, en territoire américain. En s'embarquant à destination de la Jordanie, avec correspondance à Istanbul, Turquie, il n'a pas été retenu par la Police fédérale, à l'Aéroport internationale de Miami.

D'autre part, la rebuffade infligée à la requête des autorités haïtiennes, par la Jamaïque relative à l'expulsion d'un membre retraité de l'Armée colombienne, accusé dans l'assassinat de Moïse, devrait aussi servir de modèle dans le traitement du cas Handal. Le gouvernement jamaïcain a décidé d'expulser Mario Antonio Palacios Palacios, qui avait été arrêté à la Jamaïque, pour cause d'entrée illégale, dans ce pays, à destination de Colombie, sa terre natale, sous prétexte qu'il n'existe aucun traité sur un tel protocole avec Haïti.

Pourtant, dans certains milieux diplomatiques, à Kingston, capitale de la Jamaïque, on laisse croire que la décision jamaïcaine ne serait pas étrangère aux accusations portées contre la PNH relatives aux mauvais traitements dont auraient été l'objet les Colombiens emprisonnés en Haïti en lien avec le crime perpétré sur la personne du président de facto défunt.

En attendant, toute l'attention se concentre sur le processus d'expulsion de Samir Handal vers Haïti, que Claude Joseph dit avoir mis en train avec les autorités turques. Mais, d'ores et déjà la crédibilité de l'actuel chancelier haïtien est sérieusement mise à mal. Car les récents actes qu'il a posés ou initiés l'ont démasqué.

En effet, les hostilités diplomatiques qu'il a ouvertes entre Haïti et la République dominicaine, suite à son tweet ayant mal utilisé un communiqué émis par le Département d'État américain sur la République dominicaine le met en mauvaise posture diplomatiquement. Alors que, dans

*Le Premier ministre de facto Ariel Henry entraîné dans la boue par son ministre des Affaires étrangères.*

l'avis en question, le gouvernement américain met ses ressortis-

*Mario Antonio Palacios*

sants en garde, par rapport à leur éventuel voyage dans ce pays, en raison de la montée de la COVID-19, qui sévit dans ce pays voisin d'Haïti, M. Joseph a twee-

*Le chancelier haïtien Claude Joseph.*

té, invitant le gouvernement dominicain à joindre ses forces à celle d'Haïti pour combattre l'insécurité qui sévit dans les deux pays, tel que, avançait-il, le Département d'État l'a souligné.

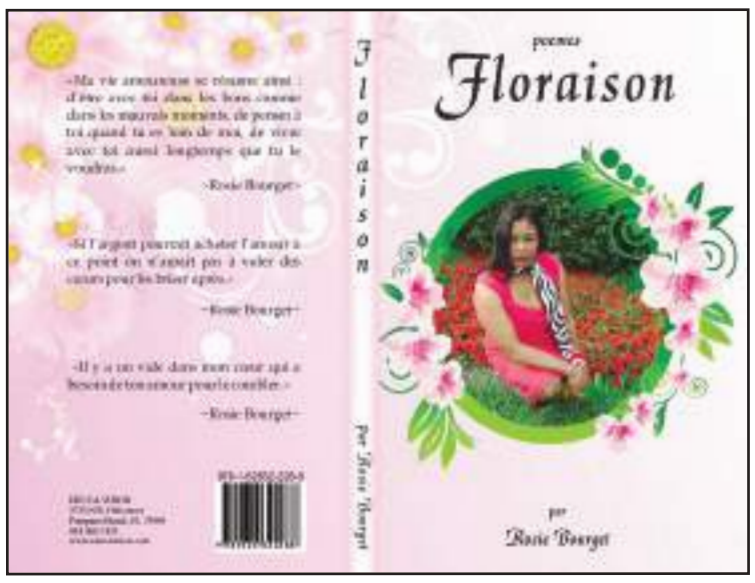
Mais celui-ci s'est empressé de désavouer le chancelier haïtien en diffusant un autre communiqué déclarant son avis aux Américains au sujet de la République dominicaine ne concernait pas l'insécurité. Il semble que, crétinisme en diplomatie aidant, Claude Joseph n'ait pas saisi la subtilité du message à lui adressé par les Américains.

Or, presque coup sur coup, suite à l'arrestation de Mario Antonio Palacios Palacios, à Kingston, par la Police jamaïcaine, le ministre Joseph a immédiatement fait la demande d'expulsion de ce militaire colombien retraité, accusé de faire partie des assassins de Moïse. Mais la réponse du gouvernement jamaïcain est tombée comme un couperet, cette fin de semaine : Palacios sera expulsé de la Jamaïque et extradé en Colombie, son pays natal.

Dans la mesure où, chef de la diplomatie haïtienne, Claude Joseph pilote l'initiative de l'envoyé spécial du Premier ministre de facto Ariel Henry, auprès du président dominicain, Luis Abinader, en la personne de l'ex-ambassadeur d'Haïti, à Santo Domingo, Daniel Supplice, rien n'autorise à croire qu'on puisse dire de ce dernier : « *Heureux qui, comme Ulysse, a fait un bon voyage* ». Puisque revenu de sa mission, à Santo Domingo, les propos de félicitations, qui lui sont attribués, ne reflètent rien d'une mission réussie. D'ailleurs, du côté dominicain, silence total. Le communiqué de la part de la partie dominicaine, qu'on se croyait en droit d'espérer, n'est toujours pas au rendez-vous.

Au bout du compte, dans le dossier Samir Handal, il y a fort à parier que les seuls inconvénients qu'il connaîtra seront le retard à se retrouver au chevet de sa mère mourante et le fâcheux contretemps qu'il est obligé d'endurer. Quant à Claude Joseph, l'homme par qui, encore une fois, le scandale arrive, il risque d'aller faire carrière ailleurs.

**L.J.**



Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:17 AM Page 14



# Kreyòl

*Soti nan paj 6*

ou dola, nan vandredi pase a, 98.95 goud pou youn dola, 40 milyon goud la (40 000 000.00 Gdes) reprezante youn ti kras plis pase 400 mil dola vèt (400 000. 00 $).

Gouvènman an gentan mete kominike deyò demanti sa. Okontrè, Premye Minis la mande pou konmisè gouvènman louvri ankèt sou sa, pou mounn k ap fè medizans konsa vin bay prèv kote yo jwenn koze sa a. Antouka, gen diplis nan kesyon an.

Gen lòt moun ki di Babekyou kouri pran devan pou rale kò l nan kesyon gang nan byen bonnè, anvan twò ta bare l, paske l santi van an ap vire e ke bonjan lagè pral louvri kont gang yo ki p ap ka reziste. Gen mounn ki mansyonnen gwo manifestasyon ki te fèt Site Solèy madi semèn pase a, kote youn sèten Gabriel te alatèt youn pakèt manifestan ki t ap rele « ***M**are Babekyou* **»,** « *Se Babekyou ki lakòz n ap soufri* ».

Mounn ki konn kijan mesye Ayiti yo opere di se mounn gouvènman an ki met gwo kòb deyò pou manifestan sa yo te pran lari. Se konsa mwen vin aprann ke Gabriel ki te alatèt manifestasyon kont Babekyou a se *« Ti Gabriyèl »*, youn lòt chèf gang nan Site Solèy. Kivedi se youn jwèt maton k ap jwe la a, itilize youn gang kont youn lòt. De tout fason, se toujou menm yo menm nan. Kidonk, jan y ap boule a, nou panko ap soti nan kesyon gang nan si se menm ekip PHTK a ki pou ta rete opouvwa.

Antretan, ***Izo, Ti Lapli,*** mesye ***Krisla*** yo ak lòt chèf gang nan zòn sid kapital la, nan Matisan, gen anpil presyon sou yo kounnye a, paske se yo menm ki abitye kidnape chofè kamyon sitèn yo ki soti nan zòn *Thor,* kote gwo vapè yo debake gazolin tou, jan sa fèt *Varreux.* Si zòn kote ki sou kontwòl Babekyou fè lapè, menm pou youn ti bout tan, epi yo menm yo kontinye ap bay traka, sa pral pase mal pou yo. Asireman yo tande lòd chèf « Gang Federe" yo pase. Ban m repete pou yo: ***"Kidnaping, vyòl, vòl, asasinay, dwe sispann!"***

Antouka, gen youn bagay byen dwòl ki rive vandredi swa ki bay a reflechi. Yo di se pa anyen ki te planifye, men youn machin blende Lapolis kwaze youn pikòp ki te gen plizyè *"Mawozo"* ladan l. Zam louvri, plizyè nan bandi yo gentan kouri, lòt mouri, epi gen sa k blese. Gen mounn ki menm di *Lanmò Sanjou* ta pran bal. Sa pa konfime. Men si sa pase jan yo di l la, se ta youn gwo viktwa pou PNH la, Polis nasyonal la. Sa ta vle di tou ke batay kont gang yo te ka kòmanse depi byen lontan, si pa t gen konfyolo ant gang ak otorite yo. Epi bann sitirèz nan kominote entènasyonal la pa t janm vle koute tout avètisman yo te resevwa sou kijan Bandi legal la ak tout Premye minis li a t ap prepare pou kembe PHTK, Pati Tèt Kale a, opouvwa pou 50 an, avèk gang yo ki te pral tounen menm jan ak Tonton-Makout Duvalier yo.

Men tou sa se byen konte, mal kalkile. Van an ap vire e l ap pase pran anpil bandi ame ak zam fannfwa, ansanm ak bandi ak kravat tou. Paske tout bandi se bandi, e se bandi ak kravat yo ki blayi gang nan tout ti rakwen peyi a. Se pou sa, nou p ap janm sispann di: **«** *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann* ***Ayiti*** ».

Wi, fòk sa regle a tout nivo. Larivyè avèti pa touye kokobe.

**TiRenm/**
**Grenn Pwonmennen, 24 novanm 2021**

RETOUR DE L'ENVOYÉ SPÉCIAL DU PM DE FACTO AUPRÈS DE LUIS ABINADER

# Quelle mission a rempli Daniel Supplice ?

## Silence des deux côtés de la frontière haïtiano-dominicaine

*Suite de la page 1*

yens doivent payer la facture pour son séjour, à la capitale dominicaine, et celui de ceux qui l'accompagnaient.

À Santo Domingo, les conversations vont bon train sur la teneur de cette mission, mais plus précisément sur l'impact de ses initiatives sur la politique des deux pays, notamment sur ce que M. Supplicel a accompli pour rétablir les bonnes relations qui existaient avant que le chancelier haïtien, Claude Joseph, n'aient mis ses pieds dans le plat par son tweet inopportun. Dans les milieux politiques et diplomatiques, de l'autre côté de la frontière, on avait misé beaucoup sur la visite de M. Supplice, surtout que, particulièrement au sein du gouvernement Abinader, on suivait de près les chats échangés sur les réseaux sociaux apportant les commentaires de milieux pro Claude Joseph faisant la surenchère par rapport au tweet de ce dernier mettant la République dominicaine et Haïti à égalité par rapport au problème d'insécurité.

Quand on sait que les gangs armés imposent leur loi au pays et même les autorités constituées en sus des forces de l'ordre sont assujetties aux criminels, on peut imaginer à quel point de tels propos de la part du chef de la diplomatie haïtienne sont capables d'exaspérer les dirigeants dominicains. Surtout que se basant sur les conversations se donnant libre cours sur les média sociaux, qui semblent coïncider avec la conversation des dirigeants, sur lesquelles se basent leur politique, les Dominicains s'imaginent que le ministre Joseph s'est prononcé en tenant compte de la politique de son pays telle qu'articulée par l'équipe dirigée par Dr Henry. Dès lors, les décideurs du pays voisin pensent que les idées émises dans le tweet du ministre des Affaires étrangères haïtien constituent un consensus gouvernemental. Ce qui devait rendre la mission de l'ambassadeur Supplice extrêmement difficile, s'il n'était pas porteur d'un message montrant clairement que le tweet de Claude Joseph n'est pas cautionné par l'administration Henry et que le « *polisson* » sera, tout au moins, mis à l'index.

En tout cas, se référant à la

*Claude Joseph, une succession de bévues.*

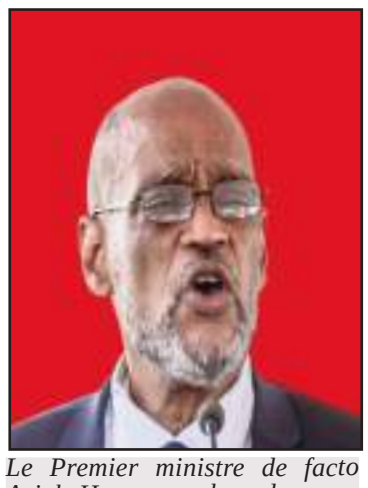
visite de l'envoyé spécial du Premier ministre de facto, pour faire comprendre que sa mission n'a rimé à rien, la boutade suivante fait son tour dans certains milieux de la classe politique dominicaine : « *Daniel Supplice était venu passer une vacance à Santo Domingo* ». Et d'autres d'ajouter : « *Aux frais de la princesse* ».

### Retourné à la cloche de bois

En voyage comme envoyé spécial d'Ariel Henry, l'ambassadeur Daniel Supplice, vu l'importance de sa mission et les attentes du peuple haïtien, devait, dès son retour, après un compte rendu oral à son patron, se présenter, en compagnie de ce dernier, dans une conférence de presse pour exposer au pays le résultat des rencontres qu'il a eues, au cours de la semaine qu'il a passée, à la capitale dominicaine. Plus de vingt-quatre heures après son retour, à Port-au-Prince, l'envoyé spécial est toujours porté manquant. Il a fallu un communiqué de l'ambassade d'Haïti à Santo Domingo pour transmettre au pays un message mal articulé, en tout cas, peu convainquant en ce qui concerne l'accomplissement de la mission de l'ambassadeur Supplice.

En effet, dans une note publiée à l'organe de presse en ligne *rhineww.com,* sous le titre «*Daniel Supplice satisfait de sa mission en République dominicaine : Il plaide pour une plus grande harmonie et un agenda de coopération avec l'État voisin* », il est fait état de la satisfaction éprouvée par le diplomate, par rapport à sa mission, à Santo Domingo.

En effet, citant le communiqué de la Mission diplomatique



*Le Premier ministre de facto Ariel Henry sombre dans un pétrin diplomatique, à cause de Claude Joseph.*

d'Haïti, à la capitale dominicaine, *rhinews.com* souligne que celui-ci, qui était accompagné de Mme Stamie Joseph, haut fonctionnaire du Cabinet du Premier minis-

*Ambassadeur Paul Arcelin*

tre de facto, a eu des rencontres avec le président Abinader et le ministre des Affaires étrangères. Ainsi que des visites de courtoisie rendues à des membres du Corps diplomatique basés dans le pays voisin, comme, par exemple, le Nonce apostolique, Mgr Ghhaleb Barder et le chargé d'affaires, à l'ambassade des États-Unis, à Santo Domingo, Robert Thomas.

Plus loin le communiqué de l'ambassade d'Haïti informe : « *L'ambassadeur Supplice a également rencontré certains hauts responsables du Système des Nations Unies dans le pays, des personnalités du secteur privé, des représentants d'associations étudiantes haïtiennes des régions de Santiago et de Saint Domingue* ».

Selon ce même organe de presse, se faisant l'écho de la Mission diplomatique haïtienne, le thème de la tache de M. Supplice est souligné en ces termes : « *Il a plaidé pour une plus grande harmonie et un véritable agenda de coopération dans les relations dominicaines-haïtiennes* ».

Aussi, souligne encore *rhinews.com,* Daniel Supplice « *est satisfait des échanges francs et amicaux, lors de leurs rencontres, l'émissaire apprécie chaleureusement l'hospitalité des autorités dominicaines et de toutes les personnalités rencontrées* ».

Il est tout de même curieux de constater que les appréciations de la visite de l'ambassadeur Supplice a l'allure d'une réaction à sens unique. Aucun des interlocuteurs rencontrés n'a émis de communiqué, conjoint ou individuel, de telle sorte que cela donne l'impression que l'accueil n'était pas des plus chaleureux.

La presse dominicaine, généralement friande d'interviews avec les officiels haïtiens, n'a rien rapporté du passage de l'envoyé spécial à Santo Domingo. À l'opposé de Daniel Supplice, dont le passage est totalement ignoré, dans la presse de ce pays, l'ambassadeur Paul Arcelin, quant à lui, est devenu le chouchou des organes de presse dominicains. Car quasiment chaque jour, il fait le tour des stations de radio et de télévisions dominicaines, qui n'arrêtent de l'interroger au sujet de la présente crise haïtiano-dominicaine.

De toute évidence, la presse dominicaine apprécie au plus haut point les commentaires de M. Arcelin qui, pourtant, situe la présente crise dans son vrai contexte politico-diplomatique, déclarant que, d'un côté comme de l'autre, les concessions sont de mise. Mais il pense que du côté haïtien, la réalité est très mal appréhendée.

**L.J.**

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:18 AM Page 15



FO:
MWEN TE DEJA GENYEN COVID-19,
MWEN PWOTEJE KONPLÈTMAN.

VRÈ:
Vaksen kont COVID-19 yo ofri pwoteksyon ki dire lontan kont maladi grav, entène lopital lanmò ak nouvo varyant yo.

VAKSEN KONT COVID-19 YO SOVE LAVI.
PRAN VAKSEN.
POU PLIS ENFÒMASYON, VIZITE NYC.GOV/COVIDVACCINE.

NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

NYC Health
Bill de Blasio
Majistra
Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

# Mondial, dernière heure

**Par Jacques Brave**

AMSUD

Hier mardi, les éliminatoires ont encore avancé d'une journée, avec des rencontres dont les résultats n'ont pas créé de grands bouleversements, sinon un deuxième qualifié, l'Argentine, bien que tenue en échec par le Brésil, faisant désormais deux sur les quatre directs de la COMMEBOL. Les autres équipes ont plutôt fait du surplace.

ARGENTINE vs BRÉSIL 0-0. L'Argentine, malgré l'absence du maître à jouer brésilien Neymar, n'a pu faire la différence, mais a fait l'essentiel. La surprise est venue du Chili, qui s'est fait battre à domicile par l'Équateur (2-0).

La Colombie n'a pu faire la différence non plus, à domicile, ayant concédé le nul au Paraguay (0-0).

Le Venezuela s'est incliné à domicile (1-2), face au Pérou.

On ne respecte plus la Céleste, en Amérique du Sud, puis l'Uruguay s'est allé s'incliner lourdement en Bolivie (3-0).

UEFA

La Croatie et la Hollande se sont ajoutées aux équipes européennes déjà qualifiées. À noter que la France, avec un but merveilleux de Mbappé, a renvoyé les espoirs de la Finlande à plus tard.

Dans la zone CONCACAF, on ne respecte plus le Mexique, battu dans la semaine, une deuxième fois de suite par le Canada, à la suite d'un match très intense et très spectaculaire joué par une température glaciale à Edmonton. Les Mexicains, qui présentent l'étrange particularité de n'avoir jamais gagné un match sur la neige, ont pourtant livré une extraordinaire partie pour essayer de faire oublier leur défaite, face aux États- Unis, au cours de la semaine (2-0), mais ont eu fort à faire avec des Canadiens qui, du coup, ont aussi pris la position de leader de l'octogonal.

Le match dirigé par un arbitre guatémaltèque, très moyen (la victoire des Canadiens ne souffre d'aucune discussion), qui a gâché les débats. La fin de la rencontre a été émaillée de nombreux incidents. Les Mexicains ayant réduit le score dans les arrêts de jeu se ruaient à fonds pour égaliser, ce qui a causé quelques échauffourées, qui se sont étendues même après le coup de sifflet final. Cet octogonal réserve bien des émotions. Les Mexicains, leaders avant cette semaine, se classent désormais troisième derrière le Canadiens et Américains. Trois équipes, les trois premières classées sur les 8 se qualifient pour Qatar 2022. La quatrième classée jouant un barrage intercontinental.

À noter que les Américains ont été tenus en échec, à Kingston, par la Jamaïque, qui méritait de gagner. Les américains étant loin de leur extraordinaire de jeudi dernier contre le Mexique.

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 17 - 24 Novembre 2021.qxp_HO 11/17/21 4:18 AM Page 16



# À UNE ANNÉE DU MUNDIAL

## Neuf pays déjà qualifiés pour la Coupe du monde Qatar 2012

**Par Jacques Brave**

EUROPE

L'Allemagne a été le premier pays et aussi le premier grand du football mondial à s'être qualifié pour le Mondial FIFA- Qatar 2022 et ceci, depuis le mois d'octobre, en terminant à la première place de son groupe; bien entendu avec la Qatar, qualifié d'office comme pays organisateur

Le Danemark, un qualifié au parcours impressionnant dont neuf (9) victoires en neuf matches, et encore plus brillant et étonnant, un (1) seul but encaissé. Le Danemark sera très attendu au Qatar.

Autre qualifié européen, la France, large vainqueur du Kazakhstan (8-0), déjà leader du groupe avec 15 points, ne peut plus être rejointe, donc se qualifie pour Qatar 2022

La Belgique, leader du groupe E, en battant l'Estonie 3-1, en terminant leader du groupe E; les diables rouges seront du voyage pour Qatar 2022.

L'Espagne, victorieuse de la Suède, par 1-0, a concocté son billet pour Qatar 2022, à la grande satisfaction de son coach, Luis Enrique.

La Serbie, (une république ancienne de Yougoslavie) a créé une petite surprise en allant battre le Portugal, à domicile, à la grande déception de Christiano Ronaldo, qui devra passer par les barrages pour espérer disputer ce qui pourrait être la dernière phase finale de Coupe du monde de sa carrière.

À ce jour, 7 pays européens ont donc composté leur billet pour la Coupe du monde Qatar 2022.

AMÉRIQUE DU SUD

En Amérique du Sud, la tradition a encore été une fois respectée ; La Sélection vert et or, le Brésil, a été impressionnante, lors d'un parcours de rêve en dominant tous ses adversaires, se qualifiant alors qu'il reste de nombreux (5 journées) matches à disputer. Le Brésil demeure, à ce jour, le seul pays à s'être qualifié à toutes les éditions de phase finale de Coupe du monde de football (1930, 1934, 1938, 1950, 1954, 1958, vainqueur, 1962, vainqueur, 966, 1970 vainqueur, 1974, 1978, 1982, 986, 1990, 1994, 1998, 2002, vainqueur, 2006, 2010, 2014, 2018 ... donc rendez-vous à Qatar, lors des qualifications; l'Amérique du Sud, qui continue de bénéficier de cinq places en phase finale, devra encore patienter, avant de connaître ses cinq lauréats sur 10 pays, puisque derrière le Brésil, inaccessible, la course est encore incertaine.

L'Afrique devra longtemps patienter, avant de connaître ses lauréats, car les pays africains, qui sont une cinquantaine, devront effectuer un parcours de combattant pour décrocher le précieux sésame. En effet, les 10 équipes qui termineront aux premières places devront disputer des barrages entre eux pour se qualifier, pour le moment, sont bien placés et sûrs d'en arriver aux barrages : Maroc, Sénégal, Égypte, Ghana, République démocratique du Congo et Mali.

ASIE

Seul Qatar, comme pays organisateur, est qualifié d'emblée. Aucune sélection n'a encore pris un avantage décisif.

IRAN, leader du groupe 1;
Arabie Saoudite, leader du groupe 2.

Les deux (2) premiers de chaque groupe se qualifient directement et les deux pays terminant troisième jouent des barrages pour retenir le 5e (cinquième) qualifié asiatique.

CONCACAF- FIFA QATAR 2022

Les États-Unis ont pris la tête du groupe, à la faveur d'une victoire (2-0), aux dépens du Mexique, la semaine dernière, qui aura encore un déplacement précieux face au Canada, ce mardi 16 novembre; le Panama est toujours dans la lutte, étant quatrième, donc éventuel barragiste intercontinental; des éliminatoires, qui soulèvent d'immenses regrets pour Haïti, dans la mesure où beaucoup des traditionnels adversaires centraméricains ont vraiment baissé de niveau et incapables de faire des résultats par rapport aux trois géants de l'Amérique du Nord. Haïti, qui récemment avait dominé les Costaricains et les Canadiens, il y'a deux ans. a dilapidé une opportunité de bien engager la bataille pour la qualification juste à sa portée, mais seulement les responsables haïtiens, sans préparation, négligents, sans logistique en « *Aller Vouzan* » ont détruit une sélection de grand calibre, donc des Grenadiers qui allaient encore se renforcer et étaient pourtant déjà prêts, surtout avec des renforts ayant les moyens de se mêler à la lutte pour les trois premières places, et capables de se livrer à la lutte pour décrocher un billet de qualification, comme c'était l'objectif d'un investissement d'une décennie. Costa Rica, El Salvador, Honduras, la Jamaïque, étant tous à la traîne, traversant une période d'incertitude dans cet octogonal. Même le Mexique, contraint au nul à domicile, à l'Azteca, face au Canada, et battu trois fois, cette même année 2021, par les USA, n'est plus aussi hors de portée, comme on l'avait constaté, en Gold Cup 2019. Les Mexicans livrant une bataille capitale, face au Canada, ce mardi soir, presque sur la neige, à Indiana, USA, est leader avec 14 points.

Les Mexicains, deuxième, avec 14 points également, mais devancé au goal différence. Le Canada troisième, et le Panama, quatrième barragiste, la Concacaf devra attendre avant de délivrer son verdict.

**J.B.**

## Basketball 3×3 : Première compétition internationale pour la Sélection haïtienne

# UNE VICTOIRE, UNE DÉFAITE ET UNE ÉLIMINATION À LA CLÉ

**Par Ricot Saintil**

A défaut de la sélection nationale de football pour représenter notre bicolore à l'échelle internationale en cette fin d'année, nous avons eu droit à une toute nouvelle sélection, celle de basket-ball 3×3. Sous notre drapeau, cette sélection, engagée dans la phase préliminaire de l'AmeriCup aux États-Unis ont joué deux matchs pour une victoire et une défaite. Vainqueur sur le fil pour son premier match, un peu plus tôt, le vendredi 12 novembre 2021, face à Aruba (21-19), la Sélection haïtienne de basket-ball 3x3 a pris la porte de sortie, après s'être inclinée (11-21) face à la Jamaïque, dans l'après-midi. Le rêve de qualification pour le prochain tour à volé en éclats.

Certains sont surpris d'apprendre qu'une sélection haïtienne a été en terre étrangère pour participer à une compétition internationale. Habituellement c'est notre sport roi, le football qui nous représente à l'étranger. Dans le sport collectif en Haïti, le football est prépondérant, il jouit dans le milieu de la presse sportive une attention qui s'apparente à du favoritisme, tellement sa côte de popularité est toujours en hausse. Néanmoins, 2021 restera une année de régression pour le football haïtien dans son ensemble. Bref, le basket-ball 3x3, devenu discipline olympique depuis les jeux olympiques de 2020, prend de l'essor et surtout de l'importance en Haïti. Variante du basket-ball, il oppose deux équipes de trois joueurs avec un réserviste de chaque côté. Il se pratique sur un demi-terrain de 15 x11 m avec un seul panier. La rencontre se dispute sur une période de 10 minutes, l'équipe gagnante doit marquer 21 points. En cas d'égalité, la première équipe ayant marqué deux points remporte le match. Pas de tir à trois points, le tir derrière l'arc compte pour deux. La Fédération internationale de basketball (FIBA) organise, depuis plusieurs années, des compétitions internationales (Championnats du monde masculin et féminin, et U18). Le 3x3 offre de nouvelles possibilités à d'autres joueurs de basket de mettre en valeur leur talent. Il est moins exigeant, contrairement au basket, qui se joue à 5.

Haïti a déjà participé, à deux reprises, au tournoi « *Copa Hispaniola* » en République dominicaine. Sa participation à l'AmeriCup, au Bayfront Park, en Floride (Miami, USA), était une première dans une compétition internationale. Après une courte préparation en terre voisine, en prélude á l'AmeriCup, la Sélection nationale, dirigée par le coach Ashley Prudent Salomon, a disputé deux matchs, le vendredi 12 novembre 2021. Le premier, face à l'équipe d'-Aruba, contre laquelle elle est sortie victorieuse à l'arrachée (21-19) et le deuxième contre la Jamaïque, qui lui a donnée une correction (11-21). Cette défaite a tout simplement mis fin à l'aventure haïtienne au tour préliminaire de cette compétition. Une participation ratée pour les joueurs et le staff technique, qui mettaient la barre très haut, avant le début de la compétition.

C'est une participation à vite oublier pour la Sélection haïtienne de basket-ball 3x3. À l'image du sport, en Haïti, livré á lui-même, le basket n'-est pas épargné. La Fédération haïtienne de basket-ball (FHB), déjà incapable de prendre en charge le basket, s'est retrouvée en grande difficulté, avant le début de l'AmeriCup. Entre problème de visa et manque de moyens financiers, pour assurer le voyage, elle s'est heurtée contre des obstacles, mais qu'elle a fini par surmonter. Aucune discipline sportive, dans un pays aussi vulnérable que le nôtre, ne peut se développer réellement sans une intervention planifiée, codifiée et budgétisée de la part de l'Etat haïtien. On s'est rendu compte que, malgré l'aide financière conséquente de la FIFA, à travers le programme FIFA Forward, à Haïti, pour le développement du football en Haïti, la Fédération haïtienne de football n'a jamais été à l'abri. Il lui fallait toujours faire collecter des fonds pour arriver à ses fins. Donc, en tout état de cause, il faut un accompagnement de l'Etat et de certains acteurs du secteur privé des affaires pour un développement intégral et global du sport en Haïti.

**R.S.**